

CHAPITRE PREMIER

À la veille de la révolution démocratique bourgeoise

LA GUERRE

Le 20 juillet 1914², le tsar Nicolas faisait publier un manifeste sur la guerre. Suffoquant de la poussière des routes, côtoyant des champs non moissonnés, les régiments russes se hâtaient vers la frontière allemande. La mobilisation n'avait pas encore pris fin. Les canons encombraient les places devant les arsenaux. On manquait de moyens pour transporter l'artillerie. Dans les villages, en pleine moisson, on arrachait les jeunes gens à leur travail pour les envoyer aux bureaux de recrutement. Des traités liaient le tsar à la France. Il avait reçu des banquiers de Paris des milliards, à titre d'emprunts.

En vertu d'accords militaires, Nicolas devait faire prendre à ses armées l'offensive contre l'Allemagne, au quatorzième jour qui suivrait la déclaration de guerre.

À l'Ouest, les corps d'armée allemands déferlaient irrésistiblement à travers la Belgique, marchant à toute allure sur Paris. De là, des appels de panique partaient vers Pétrograd³, exigeant qu'on précipitât l'offensive contre l'Allemagne.

Le 30 juillet, l'attaché militaire russe à Paris télégraphiait d'urgence au G. Q. G. (grand quartier général) :

Il n'est plus guère probable maintenant que les armées françaises puissent prendre l'offensive à bref délai. Dans le meilleur des cas, je m'attends à une lente retraite... Le succès de la guerre dépend entièrement de nos opérations dans les semaines qui viennent, et du transfert sur le front russe des corps d'armée allemands.⁴

² Toutes les dates citées dans le texte et la chronologie sont données d'après le calendrier julien en usage dans l'ancienne Russie, et qui retardait de treize jours sur notre calendrier. C'est-à-dire que, par exemple, la date du 20 juillet 1914 correspondait à notre 2 août. [N. Ed.]

³ Saint-Petersbourg a changé plusieurs fois d'appellation : elle est rebaptisée Pétrograd de 1914 à 1924, puis Léningrad de 1924 à 1991, avant de retrouver son nom d'origine en 1991. [N. Ed.]

⁴ S. Loukiski, « Opinions autorisées émises dans la littérature militaire étrangère au sujet de l'influence des opérations de l'armée russe sur le cours des événements pendant la guerre mondiale de 1914-1918 ». Publiées dans l'ouvrage *Qui est l'obligé ?* p. 102, Moscou, *Aviaizdatelstvo*, 1926.

C'est en vain que le général en chef du front nord-ouest, Jilinski, déclarait que l'offensive en Prusse orientale était condamnée d'avance à un échec ; c'est en vain que le chef de l'état-major, le général Ianouchkévitich, déconseillait l'attaque immédiate, — Paris voulait qu'on se hâte. L'ambassadeur français, Maurice Paléologue, harcelait les ministères pour qu'on déclenchât l'offensive des armées russes. Enfin, le 31 juillet, le commandant en chef, le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch, l'oncle du tsar, surnommé le « grand Nicolas », annonçait à Paléologue que les armées de Vilna et de Varsovie prendraient l'offensive « demain matin, dès l'aube »⁵.

Les armées russes, sans y être préparées, pénétrèrent en Allemagne.

Le kaiser Guillaume II, qui ne s'attendait pas à une telle promptitude de la part des généraux russes, dut ralentir la marche sur Paris. L'état-major allemand ordonna le transfert sur le front oriental du corps de réserve de la garde et du XI^e corps de tirailleurs, avec la 2^e division de cavalerie. Avant même que ces renforts fussent arrivés, les régiments allemands avaient pris l'offensive et culbuté les Russes. Cinq divisions transférées du front ouest participèrent, plus tard, à la déroute définitive de l'armée russe, en Prusse orientale. L'armée du tsar perdit 20 000 tués et 90 000 prisonniers, ainsi que toute son artillerie. Deux corps entiers — le XIII^e et le XV^e, — encerclés, étaient tombés aux mains des Allemands. Mais Paris était sauvé. Bien avant la fin du combat en Prusse orientale, Paléologue consignait dans son journal :

La bataille... se poursuit avec acharnement. Quel que doive être le résultat final, c'est déjà beaucoup que la lutte se prolonge, afin que les armées anglaises et françaises aient le temps de se reformer en arrière pour se reporter en avant.⁶

Le « résultat final » fut la perte des armées russes, mais le tsar avait fait honneur au traité : il avait payé l'or français avec le sang et la vie des travailleurs. Le 30 août, jour de la défaite des armées russes, le ministre des Affaires étrangères, Sazonov, disait à Paléologue :

L'armée de Samsonov est détruite... Nous devons ce sacrifice à la France.⁷

Dans la guerre de 1914, le tsarisme russe prit figure de mercenaire au service du capital anglo-français. De fait, la Russie était une semi-colonie des

⁵ Maurice Paléologue, *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre*, t. I, p. 77. Plon, Paris, s. d.

⁶ *Idem*, p. 103.

⁷ *Idem*, p. 104.

pays d'Europe occidentale. Même le cadet Milioukov, le chef idéologique de la bourgeoisie impérialiste russe, dut avouer par la suite que la Russie, dans la guerre avec l'Allemagne, avait été l'instrument des capitalistes anglo-français. Au dixième anniversaire de la guerre, Milioukov écrivait dans la feuille des émigrés :

Je ne m'attendais pas alors à ce que la Russie, avant même qu'elle eût rassemblé ses forces, enverrait des millions de ses fils dans les tranchées, pour défendre une cause étrangère.⁸

L'autocratie, ainsi que la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers qui se tenaient derrière elle, se laissaient d'autant plus volontiers conduire à la baguette par le capital étranger, que le mouvement révolutionnaire montait rapidement chez eux, à l'arrière. Les événements de 1912, sur la Léna, et le puissant écho qu'ils avaient éveillé dans le pays, avaient été les redoutables annonciateurs de la tempête révolutionnaire. Les grèves de Bakou à la veille de la guerre et celles de Saint-Pétersbourg en 1914, au cours desquelles des barricades s'étaient élevées à nouveau dans les rues, étaient le début même de la tempête. Le spectre de la révolution de 1905 apparut au tsarisme du haut des barricades qui barraient les rues des villes. Nombreux étaient les dignitaires tsaristes, qui, horrifiés, prophétisaient que la révolution, imminente, irait infiniment plus loin que celle de 1905. L'ex-ministre de l'Intérieur, P. N. Dournovo, écrivait à Nicolas II, à la veille de la guerre :

La révolution politique est impossible en Russie ; et tout mouvement révolutionnaire dégénérera inévitablement en mouvement socialiste.⁹

En envoyant son peuple mourir « pour une cause étrangère », l'autocratie espérait pouvoir le saigner à blanc et retenir la montée de l'énergie révolutionnaire.

Ce serait cependant une erreur de croire que les classes gouvernantes de Russie se jetèrent dans la boucherie mondiale, uniquement pour complaire au capital anglo-français, que la bourgeoisie russe ne poursuivait pas des buts impérialistes pour son compte. Participer à la guerre était entièrement conforme aux intérêts des classes dominantes de la Russie tsariste. Le stade

⁸ P. Milioukov, « Mon attitude envers la dernière guerre », *Poslednie Novosti* (les Dernières Nouvelles), n° 1309, 1^{er} août 1924, Paris.

⁹ « Mémoires de Dournovo », *Krasnaïa Nov* (la Terre rouge), n° 6, p. 196, Moscou, 1922.

du capitalisme, connu sous le nom d'impérialisme, s'était constitué en Russie dès avant la guerre : le capitalisme de monopole jouait déjà un rôle prépondérant dans l'économie russe. Mais, bien que dirigeant le pays dans le domaine économique, la bourgeoisie ne gouvernait pas le pays sur le terrain politique : c'était l'autocratie — représentant les propriétaires fonciers féodaux — qui gouvernait.

La bourgeoisie n'était pas très pressée de résoudre cette contradiction entre sa puissance économique et son impuissance politique. Il n'était point de son intérêt de lutter résolument contre l'autocratie. Dans le dos de la bourgeoisie se dressait déjà le prolétariat constitué en classe. Riche de l'expérience de la révolution de 1905, il marchait à de nouveaux combats sous la direction du Parti bolchévik léniniste. Prendre le pouvoir après en avoir écarté l'autocratie, c'était pour la bourgeoisie russe demeurer face à face avec la classe ouvrière. 1905 avait déjà montré à quoi pouvait aboutir un pareil duel. L'autocratie, avec son appareil militaire et policier, servait à la bourgeoisie de sûr rempart contre les attaques du prolétariat. Ainsi que l'écrivait Lénine :

ils ont trop besoin du tsarisme et de ses forces policières, bureaucratiques et militaires contre le prolétariat et la paysannerie, pour chercher à l'abattre.¹⁰

Bien plus, le capitalisme russe commença à se constituer au moment où, en Occident, le capitalisme florissant depuis longtemps avait réussi à s'emparer des meilleures places sous le soleil. Le jeune rapace ne pouvait rivaliser avec des brigands de la taille des impérialistes d'Angleterre et d'Allemagne. Pour se pousser jusqu'aux marchés avantageux, il fallait posséder des coudes solides et des poings-massues. L'autocratie disposait justement de ces poings-massues, et s'en servait pour frayer à la bourgeoisie, à l'aide de ses armées, le chemin conduisant aux nouveaux débouchés. Les impérialistes de Russie allongeaient le bras vers la Galicie. Les capitalistes russes cherchaient à s'assujettir les pays du Proche-Orient : ils voulaient Constantinople. La revue des impérialistes russes *Industrie et Commerce* écrivait en décembre 1912, à propos des détroits, que la « liberté commerciale » était nécessaire du point de vue des échanges internationaux.

¹⁰ V. I. Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, p. 55, Bureau d'édition, Paris, 1932. *Œuvres choisies*, t. I, deuxième partie, page 43, édit. de Moscou, 1941. *Œuvres complètes*, t. VIII, p. 62, édit. russe.

Le pays ne peut vivre dans la crainte incessante de voir la « clé de la porte d'entrée » de notre demeure échapper des faibles mains turques et tomber en de fortes mains étrangères, qui seraient libres, à leur gré, de faire pour nous la pluie et le beau temps.¹¹

La lutte pour de nouveaux débouchés et de nouvelles colonies, pour posséder la « clé de la porte », unissait l'autocratie et la bourgeoisie. S'il avait pris solidement pied dans les détroits, l'impérialisme russe aurait pu tenir sous sa coupe les pays danubiens, la Bulgarie et la Roumanie. Caractérisant le but de la lutte entre la Russie et l'Allemagne, Lénine disait :

La tâche de la politique impérialiste de la Russie... peut être brièvement exprimée ainsi : avec l'aide de l'Angleterre et de la France, battre l'Allemagne en Europe pour piller l'Autriche (lui enlever la Galicie) et la Turquie (lui enlever l'Arménie et surtout Constantinople).¹²

La bourgeoisie accueillit avec transport le manifeste du tsar relatif à la guerre. Des cortèges patriotiques se dirigèrent vers le palais. Les organisations bourgeoises firent pleuvoir sur le « trône » des télégrammes protestant de leur fidélité. Les journaux carillonnèrent l'« union du tsar et du peuple ». Les étudiants chantèrent à genoux l'hymne : *Dieu, protège le tsar!*

Le 30 juillet, était fondée à Moscou l'Union des zemstvos de Russie (sorte de conseils généraux, chargés de gérer les intérêts des provinces et des districts) ; huit jours plus tard, était constituée l'Union des villes de Russie, — toutes deux ayant pour but d'aider l'autocratie à vaincre l'Allemagne.

Le tsarisme avait commencé la guerre au son des cloches et au milieu de la rumeur triomphale des félicitations que lui adressaient les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie.

Mais le cours des hostilités diminua bientôt cet enthousiasme. Pendant que le gros des forces allemandes était tenu en haleine par les opérations militaires d'Occident, les armées russes avaient momentanément réparé leurs premiers succès en Prusse orientale. Le 21 août 1914, elles réussirent à s'emparer, en Galicie, de la ville de Lvov, et le 9 mars 1915, de Przemyśl, très importante forteresse autrichienne. Les armées russes atteignirent les Carpates ; en Transcaucasie, elles refoulèrent jusqu'à Erzeroum les Turcs, qui

¹¹ V. Savitski, « Les Dardanelles et leur importance commerciale », *Industrie et Commerce*, n° 24, p. 531, 1912.

¹² V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XIX, p. 281, édit. russe.

faisaient la guerre aux côtés de l'Allemagne. Mais ce triomphe fut de courte durée. L'appareil vénal, entièrement corrompu, du département de la Guerre, n'avait pas préparé les munitions. Les généraux malhabiles n'arrivaient pas à assurer le transport de l'artillerie et des réserves en temps voulu. Les armées allemande et autrichienne eurent vite fait de récupérer les régions perdues. Le 25 avril 1915, les Allemands prenaient Libau et menaçaient Riga. Les Autrichiens reprirent Przemysl le 20 mai et, le 9 juillet, les Russes évacuaient Lvov. Durant le mois de juillet, les Allemands s'emparaient de toutes les forteresses russes en Pologne ; le 23, Varsovie tombait. Après avoir perdu la Pologne, les troupes russes évacuèrent la Lithuanie.

À la débâcle du front vint s'ajouter la désorganisation de l'arrière.

L'entrain patriotique de la bourgeoisie avait fait place à l'« inquiétude patriotique »¹³, ainsi que s'exprima Milioukov à la séance de la Douma d'État, le 19 juillet 1915. La défaite du front menaçait l'« union du tsar » avec les capitalistes.

La guerre impérialiste avait aussi changé nettement le rapport des forces entre les classes dominantes. Les bénéfices de guerre avaient renforcé la puissance économique de la bourgeoisie. D'après les calculs de l'officiel *Messenger des finances*, dans les 142 entreprises textiles les plus importantes, les capitalistes avaient vu leurs bénéfices croître de 60 millions de roubles en 1913 à 174 millions en 1915. L'industrie du lin accusait, en 1915, des bénéfices trois fois supérieurs à ceux d'avant guerre¹⁴. Quant aux impôts prélevés sur les capitalistes, ils représentaient, toujours d'après le *Messenger des finances*, un pourcentage en régression constante par rapport à l'ensemble des bénéfices.

En même temps que la puissance économique de la bourgeoisie, son rôle politique augmentait. L'autocratie dut autoriser un certain nombre de sociétés qui l'aidaient à mobiliser les ressources pour la guerre, telle l'Union des zemstvos et des villes. Durant l'été de 1915, se constituèrent les comités des industries de guerre, qui répartissaient les commandes militaires. Tout cela offrait à la bourgeoisie de grandes possibilités pour s'organiser et se fortifier politiquement. Avec une insistance chaque jour accrue et de façon toujours plus ouverte, la bourgeoisie déclarait dans la presse et par la voix de ses représentants que l'autocratie ne s'occupait guère de ses intérêts.

¹³ *Compte rendu sténographique de la 4^e Douma d'État, 4^e session*, colonne 92, Petrograd, 1915.

¹⁴ N. Pokrovski, « Les bénéfices de guerre des principales branches de l'industrie textile », dans le *Messenger des finances, de l'industrie et du commerce*, n° 21, p. 292, 1917.

Aux banquets solennels se multipliaient les prudentes allusions au « despotisme » du tsar. D'aucuns, la tête échauffée par le vin, parlaient même ouvertement de limiter le pouvoir de l'autocratie. Le gros industriel P. Riabouchinski, dans une assemblée extraordinaire réunissant les représentants des comités des industries de guerre, déclarait en août 1915 :

Il est temps que le pays sache que nous sommes impuissants à faire quoi que ce soit, devant l'attitude qu'observe à notre égard un gouvernement qui n'est pas à la hauteur des circonstances. Nous sommes en droit d'exiger que possibilité nous soit donnée de travailler, puisqu'on nous charge de cette responsabilité... Nous devons attirer l'attention sur l'organisation même du pouvoir gouvernemental, puisque celui-ci n'est pas à la hauteur de la situation.¹⁵

La bourgeoisie exigeait que fût créé un « ministère de confiance », que des ministres fussent nommés, jouissant de la confiance du pays. Le 18 août 1915, la Douma municipale de Moscou, réunie en séance extraordinaire, se prononçait pour

la constitution d'un gouvernement unanime et fort de la confiance de la société, à la tête duquel serait placé un homme jouissant de la confiance du pays.¹⁶

À la résolution de la Douma municipale, se rallièrent l'association des marchands de Moscou, le corps des marchands de Pétrograd, le Conseil des congrès des représentants du commerce et de l'industrie, la Douma municipale de Pétrograd et une série de Doumas provinciales. La formation d'un « ministère de confiance » était devenue le mot d'ordre de la bourgeoisie entière. *Outro Rossii*, organe de Riabouchinski, publiait, sous le titre « Le cabinet de la défense », la liste des personnes désignées pour faire partie du « ministère de confiance » : M. V. Rodzianko, président du Conseil ; A. I. Goutchkov, ministre de l'Intérieur ; P. N. Milioukov, ministre des Affaires étrangères ; A. I. Chingarev, ministre des Finances ; N. V. Nékrassov, aux Voies de communication ; A. I. Konovalov, au Commerce et à l'Industrie ; A. V. Krivochéïne, directeur principal de l'Agriculture et de la réglementation du régime de la terre ; A. A. Polivanov, ministre de la Guerre ; N. V. Savitch, ministre de la Marine ; I. N. Efrémov, contrôleur d'État ; V. N. Lvov,

¹⁵ *Archives de la révolution et de la politique extérieure*. Dossier du département de la police. Rôle spécial n° 343, t. I, 1915, f. 235.

¹⁶ « Résolution de la séance extraordinaire de la Douma municipale de Moscou ». *Outro Rossii* (le Matin de la Russie), n° 228, 19 août 1915.

procureur général du Synode ; V. A. Maklakov, ministre de la Justice ; comte P. N. Ignatiev, ministre de l'Instruction publique. Un grand nombre d'entre eux firent réellement partie du gouvernement, mais beaucoup plus tard, quand la révolution eut porté la bourgeoisie au pouvoir.¹⁷

La bourgeoisie inquiète ne se borna pas à des résolutions d'opposition. Dans leur conflit avec le tsar, les partis politiques bourgeois de la Douma d'État décidèrent de conjuguer leurs forces. Le 22 août, un bloc dit progressif se formait.

La IV^e Douma d'État, élue en 1912, représentait les intérêts du bloc des propriétaires fonciers féodaux et des couches supérieures de la bourgeoisie, les premiers ayant une prépondérance marquée dans le bloc. La droite formait le groupe le plus important : sur 410 députés de la Douma d'État, la droite (nationalistes, nationalistes-progressistes, la droite modérée, etc.) comptait 170 membres. Elle s'appuyait sur l'« Union du peuple russe », union des Cent-Noirs organisée dès 1905 et composée des éléments les plus réactionnaires : propriétaires fonciers, propriétaires d'immeubles, officiers de police, mercantis. Les groupes de combat dits les « Cent-Noirs » étaient recrutés parmi les petits bourgeois et les éléments déclassés. Le programme de l'Union était le suivant : pouvoir ferme et illimité du tsar ; Empire de Russie un et indivisible ; pas de concessions aux nationalités opprimées. Pour disposer en leur faveur les paysans et les couches arriérées de la classe ouvrière, les Cent-Noirs avaient inscrit à leur programme une série de revendications démagogiques : augmentation des lots concédés aux petits paysans ; égalisation de la situation juridique de toutes les classes travailleuses. L'Union organisait des réfectoires, des débits de thé, où se faisait la propagande monarchiste ; elle distribuait l'argent que l'État lui dispensait en abondance. La tâche essentielle de l'« Union » consistait à combattre la révolution, et les principales méthodes dont elle usait dans cette lutte étaient les pogroms organisés avec le concours des autorités, les lâches assassinats, les excitations antisémites et la persécution des nationalités non russes. L'autocratie donnait tout son appui aux Cent-Noirs. Nicolas II en personne reçut une délégation d'« unionistes », adhéra à la société et porta l'insigne de l'Union. Un des chefs de l'Union était V. M. Pourichkévitch, gros propriétaire foncier de Bessarabie, qui avait commencé sa carrière comme fonctionnaire chargé de missions spéciales près de V. K. Plehve, le féroce chef de la police. Ses discours pogromistes, son activité réactionnaire, sa campagne d'excitations forcenées contre les

¹⁷ « Cabinet de la défense », *Outro Rossii*, n° 222, 13 août 1915.

« allogènes » avaient fait du nom de Pourichkévitch le symbole de la sombre réaction et de l'oppression féodale. Une autre personnalité marquante de l'Union était N. E. Markov II, propriétaire foncier de la province de Kursk, qui représentait l'extrême-droite, les « aurochs » comme on les appelait. De Markov II, l'on pouvait dire exactement ce que Gogol avait écrit d'un de ses personnages des *Âmes mortes* :

Nozdrev était sous un certain rapport un homme *historique*. On n'a pas connaissance d'une seule assemblée où, par ses faits et gestes, il n'ait donné lieu à quelque histoire. Là où il s'arrête quelques heures, il est sûr que si l'on n'a pas de gendarmes pour l'emporter à bras-le-corps hors de la salle, ses amis sont nécessairement mis en demeure de déployer eux-mêmes la vigueur de leurs muscles et de le rouler jusque dans la rue.¹⁸

Tous les scandales à la Douma, et même les bagarres qui y éclataient entre députés, étaient liés au nom de Markov II, défenseur zélé de l'autocratie.

Après la défaite de la révolution de 1905, l'importance de l'Union commença à décroître ; le rôle dirigeant parmi les droites passa au « Conseil de la noblesse unifiée ». Cependant l'Union ultra-réactionnaire continuait d'exister ; elle touchait des subsides du gouvernement, et se montrait sur la scène politique dès que le mouvement révolutionnaire s'accroissait dans le pays.

Outre l'extrême-droite, un rôle notable, à la Douma, appartenait au nationaliste V. V. Choulguine, député de la province de Volhynie, personnalité active des zemstvos, rédacteur au journal cent-noir *Kievlianine*.

Tout près de la droite se plaçaient les octobristes, ou l'« Union du 17 octobre », dont les députés, au nombre de cent environ, représentaient les intérêts du gros capital industriel et des grands propriétaires fonciers, qui exploitaient leurs terres sur le mode capitaliste. La seule chose qui séparât les octobristes des hommes de droite, c'était la reconnaissance du manifeste du 17 octobre 1905, dans lequel le tsar promettait certaines libertés et une Douma d'État. Mais, dès 1906, les octobristes avaient expliqué que le « titre d'autocrate » ne contredisait pas le manifeste du 17 octobre et la monarchie constitutionnelle. Ils soutenaient sans réserve la politique extérieure et intérieure du gouvernement, qu'ils suivaient servilement à chacun de ses pas ; dans la presse de gauche on les avait dénommés le « parti du dernier arrêté gouvernemental ».

¹⁸ Nicolas Gogol, *Les Âmes mortes*, t. I, p. 103, Hachette, 1885.

À la Douma, les octobristes étaient un parti du gouvernement. Ce n'est qu'à la deuxième année de guerre, lorsque se révéla l'incapacité absolue du tsar à mener la guerre jusqu'à la victoire finale, que les octobristes passèrent dans l'opposition. Le chef, l'organisateur des octobristes, était A. L. Goutchkov, propriétaire d'immeubles et gros industriel de Moscou. Vif et énergique, il avait combattu, étant jeune, comme engagé volontaire du côté des Boers contre les Anglais et il avait participé au soulèvement des comitadjis de Macédoine. À la tête d'un détachement de la Croix-Rouge, il prit part à la guerre russo-japonaise. Pendant la révolution de 1905, il fonda l'Union du 17 octobre et dirigea l'aile réactionnaire de la bourgeoisie. A la III^e Douma d'État, dont il était le président, il fut l'inspirateur de la politique impérialiste de l'autocratie. Pendant la guerre, il fut élu président du Comité central des industries de guerre. Goutchkov déploya une activité intense pour mener la guerre « jusqu'à la victoire finale ». Dans les commissions et aux conférences, il critiqua maintes fois la maladresse et la vénalité des généraux qui ravitaillaient l'armée en matériel de guerre. Il demandait à l'autocratie une plus grande indépendance pour les organisations bourgeoises travaillant pour la défense du pays. Goutchkov se rendait souvent sur le front, pour se mettre en contact avec le haut commandement. Aux yeux de Nicolas II, qui tenait tous ceux placés plus à gauche que les octobristes pour des « anarchistes », l'intervention active de Goutchkov dans les questions militaires faisait de ce dernier une espèce de « révolutionnaire ».

Plus d'une fois la tsarine avait écrit à son mari qu'il fallait « faire pendre » Goutchkov¹⁹ ; elle rêvait qu'un « grave accident de chemin de fer »²⁰ mît fin à sa vie.

Un autre dirigeant des octobristes était M. V. Rodzianko, propriétaire d'immenses domaines dans la province d'Ékatérinoslav. Président de la IV^e Douma d'État, il avait appuyé la politique réactionnaire de l'autocratie. Le tsarisme ayant essuyé ses premières défaites, les octobristes marquèrent leur mécontentement. Le 27 avril 1915, N. A. Maklakov, ministre de l'Intérieur, écrivait à Nicolas II :

Rodzianko, Votre Majesté, n'est qu'un agent d'exécution, pompeux et inintelligent ; mais derrière lui se trouvent les meneurs — les messieurs Goutchkov, les princes Lvov et autres, qui systématiquement marchent à leur but. Quel est-il ? C'est d'obscurcir le rayonnement de votre gloire, Votre Majesté, et d'affaiblir la

¹⁹ *Correspondance de Nicolas et Alexandra Romanov*, t. III, p. 295, Moscou, 1923.

²⁰ *Idem*, p. 334.

portée immense qui s'attache, en terre russe, à la sainte, traditionnelle et toujours salutaire idée de l'autocratie.²¹

La fraction qui venait ensuite par le chiffre de ses effectifs était celle des cadets²² ; elle comptait plus de cinquante députés, et si l'on y ajoute les progressistes qui leur étaient proches, et que Lénine appelait des « *octobristes mâtinés de cadets* »²³, on pouvait en dénombrer près de 100. Les cadets, ou le Parti constitutionnel-démocrate, étaient les représentants politiques de la bourgeoisie libérale. Constitué dès 1905, ce parti était composé de libéraux : membres des zemstvos, intellectuels bourgeois, avocats, professeurs, etc. Au cours de leur activité, les cadets avaient subi une suite de curieux avatars. Voici comment Lénine caractérisa les cadets pendant la première révolution :

N'étant lié à aucune classe déterminée de la société bourgeoise, mais parfaitement bourgeois quant à sa composition, son caractère et ses idéaux, ce parti balance entre la petite bourgeoisie démocratique et les éléments contre-révolutionnaires de la grande bourgeoisie. Ce parti a pour soutien social, d'une part, la masse des gens moyens de la ville... et, de l'autre, le propriétaire foncier libéral.²⁴

Avec la défaite de la révolution de 1905, les cadets avaient évolué encore plus à droite. À leur II^e congrès, en 1906, ils apportaient au programme un nouveau paragraphe :

La Russie doit être une monarchie constitutionnelle et parlementaire.²⁵

Aussi serait-il plus juste d'appeler les cadets parti constitutionnel-*monarchique*. Sur la question de la terre, ils s'affirmaient contre la confiscation des domaines des grands propriétaires fonciers, et pour l'« aliénation à un prix équitable ». Étant au fond un parti bourgeois, ils cherchaient par leur nom seul à s'assurer le soutien des masses ; ils avaient adopté au III^e congrès le « titre » de Parti de la « liberté du peuple ». Pratiquement, les cadets voulaient partager le pouvoir avec le tsar et les

²¹ V. P. Sémennikov, *La Monarchie à la veille de son écroulement, 1814-1917. Papiers de Nicolas II et autres documents*, Moscou, Gossizdat, 1927, pp. 95-96.

²² Constitutionnels-démocrates.

²³ V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XVI, p. 262, édit. russe.

²⁴ V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, t. IX, p. 93, édit. russe.

²⁵ *Décisions et programme du Parti constitutionnel-démocrate* (Parti de la liberté nationale), II^e congrès (5-11 janvier 1906), p. 7, Saint-Pétersbourg, 1906.

propriétaires fonciers féodaux, de façon à ne pas détruire entièrement leur pouvoir et à ne pas donner le pouvoir au peuple. Les libéraux craignaient le mouvement de masse plus que la réaction. Et c'est ce qui explique pourquoi, étant une force au point de vue économique, les libéraux étaient impuissants au point de vue politique. Finalement, les cadets devinrent le parti de la bourgeoisie impérialiste, lequel soutint ouvertement la politique extérieure, la politique de rapine de l'autocratie. La seule chose qui les distinguait des octobristes, c'était une phraséologie d'opposition plus marquée. À la Douma d'État, les cadets travaillaient en commun accord avec les octobristes. On peut citer, comme exemple de cette union, l'élection à l'unanimité du cadet A. I. Chingarev à la présidence de la commission militaire et navale de la Douma. Les octobristes expliquaient ce vote simplement par le fait que les cadets avaient la langue mieux pendue. Le nationaliste A. I. Savenko disait à propos de l'élection de Chingarev :

Il est des situations où l'opposition indépendante peut remplir les fonctions de contrôle et de critique mieux que les partis qui, par moments, ont péché par un excès de servilité devant le pouvoir. Aussi A. I. Chingarev peut-il se montrer irremplaçable à son poste.²⁶

Auparavant, Lénine avait déjà prédit le rapprochement des cadets et des octobristes :

L'octobriste est un cadet qui, dans son activité pratique, applique ses théories bourgeoises. Le cadet est un octobriste qui, lorsqu'il n'est pas occupé à spolier les ouvriers et les paysans, rêve d'une société bourgeoise idéale. L'octobriste apprendra encore un peu plus l'usage parlementaire et l'hypocrisie politique nécessaire pour jouer au démocratisme. Le cadet apprendra encore un peu plus la pratique du *business* bourgeois, et alors ils fusionneront, ils fusionneront inévitablement, infailliblement.²⁷

Le leader du Parti cadet était P. N. Milioukov, ancien professeur d'histoire à l'Université de Moscou. À la I^{re} Douma d'État, les cadets pensaient en faire le président d'un ministère responsable. Grand orateur et rompu aux problèmes des relations internationales, Milioukov était un des chefs idéologiques les plus marquants de la bourgeoisie impérialiste. Ses fréquents articles et discours sur la conquête de la Galicie, de l'Arménie et,

²⁶ A. Khrouchtchev, *A. I. Chingarev, sa vie et son œuvre*, p. 71, Moscou, 1918.

²⁷ V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, t. X, p. 147, Éditions Sociales Internationales, Paris, 1930.

notamment des détroits de la mer Noire, lui valurent le surnom de « Milioukov des Dardanelles ». Parmi les autres leaders des cadets, citons : V. A. Maklakov, avocat notoire de Moscou ; F. I. Roditchev, maréchal de la noblesse dans un district de la province de Tver ; A. I. Chingarev, médecin et personnalité importante du zemstvo.

Ce sont ces trois groupes importants — droites, octobristes et libéraux — qui représentaient à proprement parler la Douma, le système d'élections étant organisé de telle sorte que les propriétaires fonciers et la bourgeoisie formaient l'immense majorité. Le prolétariat avait au total cinq députés bolchéviks, mais tous, G. I. Pétrovski, M. K. Mouranov, A. E. Badaev, F. N. Samoïlov et N. R. Chagov, avaient été arrêtés dès novembre 1914, puis déportés en Sibérie.

La petite bourgeoisie était représentée par 10 troudoviks, et 6 menchéviks. Les troudoviks, ou le « groupe du Travail », s'assignaient comme tâche de réunir toutes

les classes travailleuses du peuple : les paysans, les ouvriers d'usine, ainsi que les travailleurs intellectuels²⁸

sur la base du maintien du capitalisme. Les troudoviks sont entrés dans l'histoire comme les auteurs d'une loi agraire, de ce qu'on appela le « projet des 104 », qui réclamait l'introduction d'une norme de travail lors de la répartition de la terre. Les troudoviks se prononçaient contre la confiscation des terres seigneuriales et offraient aux propriétaires fonciers une indemnité pour la terre aliénée, ce qui rapprochait les troudoviks des cadets. À la Douma, les troudoviks balançaient entre les cadets et les social-démocrates, et lorsque les socialistes-révolutionnaires, après avoir constitué leur fraction, abandonnèrent le « groupe », les troudoviks tombèrent définitivement sous l'influence des cadets. Le chef des troudoviks à la IV^e Douma d'État était A. F. Kérenski. Orateur d'un tempérament exceptionnel, violent et fougueux, Kérenski s'était fait connaître par ses plaidoiries dans une série de procès politiques, par ses fréquentes interventions à la Douma, au cours desquelles il critiquait les mesures prises par le gouvernement. Dans son cabinet d'avocat l'on pouvait rencontrer des paysans solliciteurs venus lui demander d'intervenir à tel ou tel procès touchant les troubles agraires. Après l'arrestation des bolchéviks, Kérenski parut être à la Douma le député le plus

²⁸ L. M. Bramson, « Pour l'histoire d'un parti travailliste. Le groupe travailliste de la I^{re} Douma d'État », Pétrograd, Edinénié, 1917, p. 14.

à gauche. Les droites et les octobristes, de même que l'Okhrana²⁹, le tenaient pour un révolutionnaire. En réalité, c'était un démocrate petit-bourgeois. Il jurait par le « peuple », il parlait du peuple, il affichait son amour pour le peuple, mais il ne regardait pas le peuple comme la force motrice de l'histoire. Nerveux, prompt à s'enflammer, mais encore plus prompt à s'éteindre et à se laisser dérouter, dépourvu de principes politiques précis et se disant socialiste-révolutionnaire, Kérenski présidait la fraction des troudoviks qui, non seulement ne se donnaient pas le nom de socialistes mais, même dans leur programme, n'allaient pas contre la monarchie. Kérenski ne menait pas une action soutenue parmi les masses, il penchait du côté des groupes libéraux où, selon lui, était le centre du mouvement. L'amour-propre et la vanité malade se combinaient chez lui avec le cabotinage, l'amour de la pose et du geste. Reconnaisant la nécessité d'une Russie tsariste militairement puissante, il soutenait ouvertement la guerre impérialiste et attaquait avec violence les bolchéviks. Maintes fois il prit sur lui d'être le médiateur entre la bourgeoisie et des groupes ouvriers. C'est ainsi qu'en septembre 1915, lorsque les ouvriers, influencés par les menchéviks, vinrent demander au congrès de l'Union des villes de les laisser assister aux séances, ne serait-ce qu'avec « voix consultative », ce fut Kérenski qui les reçut. Il proposa aux ouvriers de cesser une grève qui n'avait pas de « signification sérieuse », de s'« occuper de leur organisation intérieure », et alors, « la bourgeoisie libérale n'oserait leur refuser la participation aux conférences politiques ». Bien avant la révolution, Kérenski avait répété son rôle de conciliateur de la bourgeoisie et des travailleurs dans l'intérêt de celle-ci, rôle que cet acteur politique devait jouer en 1917.

Le parti auquel, plus tard, Kérenski prétendait appartenir, le Parti s.-r. — socialiste-révolutionnaire — s'était constitué en 1902. Au printemps de cette même année, après une longue accalmie, un vaste mouvement paysan s'était déclenché en Ukraine et en partie dans la région de la Volga. Ce mouvement éveilla un écho parmi les intellectuels petit-bourgeois, qui virent de leurs propres yeux les masses soulevées, ce qui avait manqué aux populistes des années 1870-1880. On vit renaître, à nouveau, les idées et les espérances du populisme. Les populistes et les socialistes-révolutionnaires voyaient dans la paysannerie le principal appui de la révolution. La communauté (*obchtchina*), que l'autocratie avait maintenue à la campagne

²⁹ L'Okhrana, pour *Okhrannoye otdeleniye* (Section de sécurité) était la police politique secrète de l'Empire russe à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle.

pour faciliter la perception des impôts, était pour eux un embryon du socialisme. La tendance du petit possédant à défendre au prix de privations de toutes sortes sa propre entreprise, ils l'interprétaient comme une possibilité heureuse de combattre le capitalisme. De là ils tiraient cette conclusion que la Russie pouvait éviter le capitalisme et passer directement au socialisme. Les débris des groupes populistes fusionnèrent en un parti unique, qui, à la différence des social-démocrates, se dénommait le parti « de tous les travailleurs » — ouvriers, paysans et intellectuels.

Les socialistes-révolutionnaires voulaient être surtout le parti de la paysannerie. Le gros de leur travail, ils le faisaient à la campagne, menant l'agitation pour la « socialisation de la terre » ou, comme ils l'expliquaient, pour

son retrait de la circulation en tant que marchandise et sa transformation, de propriété privée appartenant à des particuliers ou à des groupes, en patrimoine du peuple entier.³⁰

Pour garder avec soi la paysannerie, le Parti socialiste-révolutionnaire, dès le début de sa formation, avait cherché à estomper la différenciation de classes à la campagne, s'appliquant à démontrer qu'entre le prolétariat rural et les « cultivateurs indépendants » il n'y avait pas de différence de principe : « Ils doivent être réunis dans la *seule* catégorie de la paysannerie travailleuse ». Cela répondait entièrement aux intérêts de la classe des koulaks. Les koulaks, eux aussi, couvraient leurs interventions du nom de la « campagne travailleuse », et niaient de toutes les manières l'existence de classes différentes au sein de la paysannerie. C'est ce qui explique pourquoi, dans la révolution de 1917, les koulaks remplirent les rangs du Parti socialiste-révolutionnaire.

Les socialistes-révolutionnaires considéraient la terreur individuelle comme la méthode essentielle de lutte. Au cours de la première période de leur activité ils avaient réussi plusieurs actes terroristes : Stépan Balmachev tua le ministre de l'Intérieur Sipiaguine ; Piotr Karpovitch, le ministre de l'Instruction publique Bogolépov ; Iégor Sazonov, le ministre de l'Intérieur Plehve ; Ivan Kalaev tua d'une bombe le grand-duc Serge Alexandrovitch. Aux yeux des intellectuels révolutionnaires, ce duel intrépide avec les bourreaux tsaristes donnait au parti un charme particulier. Mais la pratique terroriste montra bientôt toute son inanité. À l'opresseur assassiné

³⁰ *Programme du Parti des socialistes-révolutionnaires*, p. 11, Moscou 1917.

succédait aussitôt un autre serviteur tsariste, non pas meilleur, mais souvent pire que le premier. La terreur n'avait pas entraîné un mouvement de masse ; au contraire, elle l'avait affaibli, car la politique et la pratique de la terreur individuelle procèdent de la théorie populiste des « héros » actifs et de la « foule » passive, qui attend des exploits de ces héros. Or, une telle théorie et une telle pratique excluent toute possibilité d'activer les masses, la possibilité de créer un parti de masse, un mouvement révolutionnaire de masse. Au surplus, la police réussit bientôt à placer son homme, l'ingénieur E. F. Azev, agent provocateur, à la tête de l'organisation terroriste de combat du Parti socialiste-révolutionnaire. C'est ainsi que la terreur tomba sous le contrôle de la police. Azev devint l'ordonnateur tout-puissant du Parti. C'est lui qui choisissait les membres du Comité central. Les provocations d'Azev une fois démasquées (1908), le désarroi fut complet dans les rangs des socialistes-révolutionnaires.

Le Parti s.-r. avait montré son essence bourgeoise pendant la révolution de 1905-1907. Déjà, à cette époque, il manifestait une tendance à passer des accords avec les cadets. A la I^{re} Douma les socialistes-révolutionnaires rallièrent les troudoviks. A la III^e Douma, le premier ministre tsariste P. A. Stolypine déférait devant les tribunaux la fraction social-démocrate, mais ne touchait pas aux socialistes-révolutionnaires.

Déjà, au I^{er} congrès des socialistes-révolutionnaires, en 1906, plusieurs courants s'étaient fait jour dans le Parti. Les droitiers s'élevaient contre la terreur et le programme agraire. En automne, ils se séparaient définitivement du Parti et créaient leur propre parti, semi-cadet, dit Parti socialiste-populaire du travail. Les « socialistes populaires » renoncèrent à l'idée de République, reconnurent pour nécessaire le rachat des terres aliénées au profit des paysans, et firent bloc avec les cadets. Le leader du Parti était A. V. Péchékhonov, lequel devint ministre de l'Approvisionnement après la révolution de Février 1917.

À ce même I^{er} congrès s'était constituée, d'autre part, une aile « gauche », qui forma un parti semi-anarchiste, celui des s.-r.-maximalistes. Pendant la première révolution démocratique bourgeoise de 1905, les maximalistes exigeaient non seulement la « socialisation de la terre », mais encore la « socialisation » immédiate des fabriques et des usines. Ces revendications n'étaient cependant qu'un masque couvrant l'essence bourgeoise des maximalistes. Ceux-ci préconisaient la terreur comme principal moyen de lutte. Plus tard les maximalistes dégénérèrent en un groupe de bandits « expropriateurs », sans principes et sans aucun appui dans les masses.

La désagrégation du Parti s.-r. ne s'arrêta pas là. Pendant la guerre il se divisa encore en plusieurs groupes. Les uns s'affirmaient sans réserve pour le soutien de la guerre. A ce groupe, outre Kérénski, appartenait N. D. Avksentiev, un des chefs des socialistes-révolutionnaires. Avksentiev publia à Paris la revue *Prizyv* (l'Appel), qui faisait de l'agitation pour la défense militaire de la Russie tsariste. D'autres se prétendaient des internationalistes ; en paroles ils intervenaient contre les défensistes, mais en fait ils demeuraient avec eux dans un seul parti. Le chef idéologique des « internationalistes » socialistes-révolutionnaires, qui voulaient nager entre deux eaux, était V. M. Tchernov.

L'organisation des menchéviks social-démocrates, à l'époque de la IV^e Douma d'État, manquait d'unité, de cohésion. Elle se divisait en plusieurs groupes et sous-groupes. A l'extrême-droite, G. V. Plékhanov œuvrait aux côtés des socialistes-révolutionnaires de droite, N. D. Avksentiev et I. L. Bounakov. Au début de la guerre, Plékhanov adressa aux ouvriers russes une lettre dans laquelle il s'appliquait à démontrer que la Russie faisait une guerre défensive et que, par conséquent, les ouvriers devaient défendre la patrie. Les cadets accueillirent avec enthousiasme le geste de Plékhanov. Milioukov déclara que Plékhanov avait démontré, « avec son art habituel », la différence entre l'impérialisme anglais et l'impérialisme allemand, entre la guerre défensive et la guerre offensive.

Derrière Plékhanov venaient les défensistes K. A. Gvozdev, P. P. Maslov, A. N. Potressov, qui s'affirmaient pour le soutien déclaré de la bourgeoisie impérialiste. Ils étaient partisans de l'organisation de groupes ouvriers auprès des comités des industries de guerre, et cherchaient à démontrer que les ouvriers de Russie étaient pour le front unique avec la bourgeoisie, pour la paix civile. Gvozdev, qui présidait le groupe ouvrier du Comité central des industries de guerre, s'élevait violemment contre la lutte gréviste qui, selon lui, affaiblissait la classe ouvrière et désorganisait le pays ; il travaillait en étroit contact avec Goutchkov. « J'éprouvais une grande sympathie et une grande confiance pour Gvozdev »³¹, disait de lui Goutchkov. Pendant la révolution de 1917, les menchéviks confièrent à Gvozdev le portefeuille du Travail.

Plus à « gauche » se plaçait le « centre » menchévik, dirigé par F. I. Dan, I. G. Tsérételli et par la fraction de la Douma, N. S. Tchkhéïdzé,

³¹ *La chute du régime tsariste. Compte rendu sténographique des interrogatoires et dépositions, faits en 1917 devant la commission d'enquête extraordinaire instituée par le Gouvernement Provisoire*, t. VI, Léninegrad, Gossizdat, 1926, p. 286.

A. I. Tchkhénkéli, M. I. Skobélev. Le « centre » œuvrait sous le couvert d'une phraséologie révolutionnaire, mais en réalité il soutenait les défensistes. À l'aile « gauche » des menchéviks était Martov et, un tout petit peu plus à gauche, Trotski. Dans la première période de la guerre, Trotski, avec Martov, publia à Paris le journal *Naché Slovo* (Notre Parole) ; il critiquait la tactique des bolchéviks ; il les traitait de « scissionnistes » ; il appelait à réaliser l'unité avec les défensistes, qui étaient pour la guerre.

Le « centre » et les menchéviks de « gauche » craignaient de prendre ouvertement une position défensiste. À la Douma, Tchkhéïdzé, comme aussi Kérenski, s'abstinrent de voter les crédits de guerre au gouvernement tsariste. Lénine, expliquant la conduite de la fraction, disait qu'

autrement, elle aurait déchaîné contre elle une tempête d'indignation parmi les ouvriers.³²

Dans leur activité politique, et bien que critiquant les défensistes, les menchéviks de « gauche » de même que le « centre » aidaient les agents avérés de la bourgeoisie russe. Lorsque Vandervelde, un des chefs de la II^e Internationale, adressa une lettre à la fraction menchévik de la Douma pour l'exhorter à prendre la défense de la Russie tsariste contre l'Allemagne, Tchkhéïdzé et ses compagnons répondirent :

Dans cette guerre, votre cause est la juste cause de l'autodéfense contre le danger que constitue, pour les libertés démocratiques et la lutte libératrice du prolétariat, la politique agressive des hobereaux prussiens... Nous ne nous opposons pas à la guerre ; cependant nous jugeons indispensable d'attirer votre attention sur la nécessité de vous préparer, dès maintenant, à réagir énergiquement contre la politique de conquêtes qui se fait jour, d'ores et déjà, parmi les grandes puissances.³³

Tous ces groupes de « gauche », populistes — s.-r. et menchéviks — social-démocrates, depuis le groupe de Tchernov et des maximalistes jusqu'à celui de Martov et de Trotski, représentaient au fond, en dépit de leur phraséologie révolutionnaire, l'aile petite-bourgeoise de gauche de la démocratie ; or, cette dernière était pour le maintien et l'« amélioration » du capitalisme. Tous niaient la possibilité de la victoire du socialisme en Russie,

³² V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XVIII, p. 210, édit. russe.

³³ *Sotsial-Démokrat* (le Social-Démocrate), n° 34, 5 décembre 1914, Genève. (« Chronique de Saint-Pétersbourg »).

s'affirmaient contre la transformation socialiste du pays, réalisaient l'unité avec les défensistes partisans de la guerre impérialiste, s'élevaient contre le mot d'ordre bolchévik sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, menaient une lutte active contre la politique bolchévik visant à la défaite du gouvernement tsariste dans la guerre impérialiste, menaient en un front unique la lutte contre le parti de Lénine, contre le Parti bolchévik.

Le Parti bolchévik était le seul parti socialiste prolétarien révolutionnaire en Russie. Bien que se trouvant officiellement, dans le même Parti social-démocrate que les menchéviks, les bolchéviks formaient en fait un parti indépendant dès 1905 ; en 1912, ils avaient rompu officiellement avec les menchéviks, chassé du parti leurs leaders de droite et s'étaient cristallisés en un parti distinct, le Parti bolchévik. Celui-ci seul reconnaissait l'hégémonie du prolétariat comme condition essentielle de la victoire de la révolution démocratique bourgeoise et de la transformation de cette dernière en révolution socialiste. Seul, il reconnaissait la possibilité de la victoire du socialisme en Russie : il possédait sa propre plate-forme révolutionnaire concrète, pour la période de transition de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste. Seul, il luttait jusqu'au bout contre la guerre impérialiste, s'affirmait pour la défaite du gouvernement tsariste dans la guerre impérialiste, pratiquait la politique de fraternisation sur le front, menait une lutte irréconciliable contre le chauvinisme et le défensisme, au nom de l'internationalisme prolétarien, et appliquait le mot d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Le créateur et le leader du Parti bolchévik était Lénine. À la Douma d'État, le Parti bolchévik avait sa fraction, qui était composée de députés ouvriers élus par la classe ouvrière dans la curie ouvrière. En novembre 1914, la fraction bolchévik de la Douma fut arrêtée par le gouvernement tsariste, et, plus tard, déportée en Sibérie orientale.

La guerre de rapine se poursuivait à toute allure. Ce n'étaient partout que conquêtes effrénées et scandaleuses de territoires ; or, les menchéviks ne faisaient qu'appeler à « se préparer » à la lutte contre la « politique de conquête qui se faisait jour ». Que les menchéviks « ne s'opposent pas à la guerre », Milioukov et Goutchkov n'en demandaient pas davantage. Politiques bourgeois sensés, ils savaient que, pratiquement, « ne pas s'opposer » équivalait à « contribuer ».

Il en fut justement ainsi lors de la création du bloc progressif. Presque tous les partis bourgeois y entrèrent : octobristes, cadets et progressistes, une partie de la droite modérée, le groupe dit nationaliste progressif et la fraction du centre. Seuls, les troudoviks, les menchéviks et l'extrême-droite

n'y adhèrent pas. Mais les deux premiers groupes marquaient leur vive sympathie au bloc, et Tchkhéïdzé promit de soutenir toutes ses mesures « progressives ».

La seule chose que Tchkhéïdzé exigeât du bloc était qu'il « se plaçât plus près du peuple » ; mais le dirigeant menchévik ne dit pas par quoi cela pouvait se traduire.

Le programme du bloc progressif se réduisait à « créer un gouvernement unifié, formé d'hommes jouissant de la confiance du pays », et dont la tâche serait d'appliquer

une politique raisonnable et conséquente, visant à maintenir la paix intérieure et à supprimer les dissensions entre les nationalités et les classes.³⁴

Les exigences de la bourgeoisie étaient extrêmement modestes. Il n'était pas question de partager le pouvoir avec elle, ni même d'un ministère responsable. On ne voulait obtenir que la nomination de quelques ministres jouissant de la confiance de la bourgeoisie et une attitude plus tolérante envers les organisations bourgeoises. Le programme du bloc demandait encore que fût accordée l'amnistie partielle pour les délits politiques et religieux ; que l'on mît à l'étude une loi sur l'autonomie de la Pologne ; que l'on appliquât une politique de conciliation dans la question finlandaise ; que l'on s'engageât dans la voie de la suppression des restrictions pour les Juifs ; que l'on autorisât la reprise de l'activité des syndicats et la légalité de la presse ouvrière. Tout cela avait manifestement pour objet de s'assurer l'appui de la bourgeoisie des nationalités opprimées, et même celui des travailleurs arriérés.

Mais ce verbiage de la bourgeoisie sonnait comme un défi à l'autocratie, qui avait depuis longtemps perdu l'habitude des « rêveries insensées ». C'est ainsi qu'aux premiers jours de son règne Nicolas II qualifiait les tentatives faites par les libéraux, pour apporter des amendements à son régime. L'autocratie releva le défi.

Le 28 août 1915, parlant de la Douma de Moscou, qui avait formulé les mêmes exigences que le bloc progressif, la tsarine écrivait à Nicolas II, sur un ton irrité et caustique :

Personne n'a besoin de leur avis, qu'ils s'occupent plutôt du problème de la canalisation.³⁵

³⁴ « Le bloc progressiste en 1915-1917 », *Krasni Arkhiv* (les Archives rouges), 1932. t. I-LI, pp. 133-134.

Un peu plus tôt la tsarine écrivait :

La Russie, grâce à Dieu, n'est pas un pays constitutionnel, quoique ces viles créatures cherchent à jouer un rôle et à se mêler des affaires auxquelles elles ne devraient pas oser toucher.³⁶

Contre le bloc progressif se dressèrent les droites, les propriétaires fonciers féodaux. L'Union du peuple russe lança un appel pogromiste aux « hommes russes », les invitant à lutter contre l'« amoindrissement des droits de l'autocrate de toutes les Russies ».

La presse ultra-réactionnaire exhortait le gouvernement à ne pas céder à la majorité de la Douma. Les droites résolurent de créer un « bureau d'informations » pour contrebalancer le bloc progressif. Mais ils étaient trop peu nombreux. N'étant pas de force à lutter contre le bloc au sein de la Douma, les droites engagèrent une campagne pour sa dissolution. Le président du « Conseil de la noblesse unifiée », A. P. Stroukov, fit publier une lettre dans laquelle il exigeait qu'on arrêât l'activité de la Douma. Les organisations monarchistes d'une série de villes se rallièrent à la noblesse unifiée. Elles aussi exhortaient l'autocratie à ne plus faire de concessions, et à prendre des mesures d'urgence pour consolider le pouvoir.

Mais le gouvernement lui-même veillait. Tout d'abord Nicolas II, cédant aux instances de la tsarine, décide de renvoyer le « grand » Nicolas, et de se mettre en personne à la tête de l'armée. On n'avait jamais pu pardonner à l'oncle du tsar sa participation à l'organisation de la Douma. Les gens de cour racontaient à Witte, premier ministre en 1905, qu'aux jours orageux d'octobre de la même année le « grand » Nicolas, dont on pensait faire un dictateur militaire, avait pris un revolver et, menaçant de se tuer dans le cabinet de travail de Nicolas le « petit », avait obligé celui-ci à signer le manifeste sur les libertés et la convocation de la Douma.

La tsarine, insistant sur la destitution de Nicolas Nicolaïévitch, écrivait en 1915 :

Nous ne sommes pas encore préparés à un gouvernement constitutionnel. Si la Douma existe, la faute en est à Nicolas et à Witte, et elle t'a apporté plus de soucis que de joies.³⁷

³⁵ *Correspondance de Nicolas et Alexandra Romanov*, t. III, p. 276, Moscou, 1923.

³⁶ *Idem*, p. 244.

³⁷ *Idem*, p. 224.

Cependant il ne s'agissait pas des « vieux péchés » du grand-duc. À la vérité, Nicolas Nicolaïévitch était d'esprit borné.

« Il y a longtemps qu'il est tombé dans le spiritisme et qu'il a, pour ainsi dite, une entorse au cerveau »³⁸, écrivait le comte Witte au sujet du « grand » Nicolas. Au reste le tsar, dans une de ses lettres à la tsarine, parle de lui en termes peu respectueux :

Nous avons causé serré de certaines questions graves et, à ma satisfaction, nous sommes arrivés à un plein accord sur celles que nous avons touchées. Je dois dire que lorsqu'il est seul et de bonne humeur, il est bien portant, je veux dire qu'il juge sainement.³⁹

Peut-être le fait qu'il n'était pas tout à fait « bien portant » faisait-il du grand-duc un candidat acceptable pour la bourgeoisie, au titre de monarque constitutionnel. La participation de Nicolas Nicolaïévitch à la publication du manifeste du 17 octobre avait également joué son rôle. De toute façon, on estimait dans les milieux de la cour que la bourgeoisie opposait le « grand » Nicolas au « petit ». La tsarine avait plus d'une fois écrit à son mari :

Personne ne sait plus maintenant qui est l'empereur : toi, tu dois te précipiter au quartier général et y mander les ministres, comme mercredi dernier, comme si tu ne pouvais pas les recevoir ici. À considérer les choses de ce côté, on dirait que Nicolas décide tout, fait les changements, choisit les hommes. Et cela me met au désespoir.⁴⁰

Dans les milieux de la cour, au dire de la tsarine, « il en est qui osent appeler Nicolas Nicolaïévitch, Nicolas III ».⁴¹

La nouvelle de l'éventuelle destitution du commandant en chef provoqua une vive inquiétude dans les milieux bourgeois. Le président de la Douma suppliait le tsar de ne pas se charger du haut commandement. Le 12 août 1915, Rodzianko rédigeait un rapport en des termes très âpres, voire même violents. Le 18 août, la Douma municipale de Moscou votait un ordre du jour sévère contre le gouvernement ; elle adressait en même temps au grand-duc Nicolas Nicolaïévitch l'« expression de sa confiance ». Ces déclarations ne firent que confirmer les soupçons de la cour.

³⁸ S. Witte, *Souvenirs*, t. II, p. 33, Moscou, 1933.

³⁹ *Correspondance...*, t. III, p. 103.

⁴⁰ *Idem*, p. 255.

⁴¹ *Idem*, p. 355.

Le 23 août, le tsar faisait publier un manifeste annonçant la destitution de Nicolas Nicolaïévitch, et le 3 septembre il congédiait la Douma d'État. Voici le sec procès-verbal de la mise en congé de la Douma :

La séance est ouverte à 2 h 51 de l'après-midi, sous la présidence de M. V. Rodzianko.

Le président. — La séance de la Douma d'État est ouverte. Je propose à la Douma d'État d'écouter, debout, l'oukase de Sa Majesté (*Tous se lèvent.*)

Le vice-président de la Douma d'État, Protopopov. — Oukase au Sénat dirigeant. En vertu de l'art. 99 des lois fondamentales de l'État, nous ordonnons : de suspendre les travaux de la Douma d'État à partir du 3 septembre de l'année en cours, et de fixer la date de leur reprise, conformément à notre oukase adressé le 11 janvier 1915 au Sénat dirigeant, au plus tard à novembre 1915, en accord avec les circonstances extraordinaires. Le Sénat dirigeant prendra les dispositions nécessaires pour faire exécuter le présent oukase. L'original est revêtu de la propre signature de Sa Majesté impériale : « Nicolas ». Fait au grand quartier général du tsar, le 30 août 1915.

Le président. — À Sa Majesté l'Empereur, hurra ! (*Hourras prolongés.*) La séance de la Douma d'État est levée. (*La séance est levée à 2 h 53 de l'après-midi.*)⁴²

En deux minutes tout était fini. La veille encore, les députés bourgeois avaient exigé la démission des ministres du tsar, et, le lendemain, soumis, ils criaient eux-mêmes « hurra » à ceux qui les chassaient.

LA DÉBÂCLE

Une « révolte à genoux », la bourgeoisie n'alla pas au delà. Cependant, la situation avait fortement changé dans la seconde moitié de 1916, lorsque s'affirmèrent dans toute leur ampleur les antagonismes provoqués et aggravés par la guerre.

Les ravages causés par la guerre furent particulièrement sensibles en Russie. Tout d'abord se révéla l'insuffisance de la préparation du pays à la guerre mondiale. Le retard technique de l'industrie militaire russe s'était fait sentir dans toutes les dernières guerres. Dans celle de Crimée (1854), Nicolas I^{er} avait opposé, à la coalition anglo-française, des troupes dont une grande partie était armée de fusils à pierre. Pour apprendre le tir aux

⁴² *Compte rendu sténographique de la IV^e Douma d'État, 4^e session, colonnes 1207-1208, Pétrograd, 1915.*

soldats, on n'accordait que 10 cartouches à balle par an et encore cette quantité ne figurait-elle que sur le papier. Les ouvrages de défense à Sébastopol s'écroulaient sous la secousse des canons qu'ils portaient. Pendant la guerre russo-turque de 1877, les généraux, partant de cette idée que « l'arme à feu stimule l'instinct de conservation, tandis que l'arme blanche stimule l'intrépidité », avaient pourvu le fusil Berdan à longue portée d'une hausse ne dépassant pas 450 mètres. Les généraux justifiaient leur incapacité par ce vieux dicton russe : « La balle est une sottise, la baïonnette est un héros ». Le feu des Turcs infligeait des pertes énormes aux troupes russes, tandis qu'aux Turcs le feu de l'adversaire faisait peu de mal. La situation était la même dans l'artillerie. Jusqu'en 1870-1880, l'industrie de guerre fournissait l'artillerie de canons de bronze à faible charge et à petite vitesse initiale. L'armée turque était pourvue de canons d'acier fabriqués dans les usines Krupp. Aux prises avec l'armée d'un pays qui, loin d'être lui-même avancé, avait été simplement instruit et équipé par des pays avancés, la Russie d'Alexandre II, de même que l'empire de Nicolas 1^{er}, avait révélé toute la pourriture de son organisation militaire et de son système économique et social.

La guerre russo-japonaise de 1904-1905 déchira définitivement le voile de la prétendue puissance de la Russie. Alors que, dans la guerre de Crimée, il avait fallu un an à la coalition anglo-française pour enlever la forteresse de Sébastopol, le petit Japon en huit mois s'emparait de Port-Arthur, qui valait six fois Sébastopol.

Un sépulcre blanchi, voilà ce que s'est avérée l'autocratie dans le domaine de la défense du pays...⁴³,

écrivait Lénine en janvier 1905.

La Russie tsariste n'était pas préparée non plus à la guerre mondiale. Les chefs « clairvoyants » du département de la Guerre étaient d'avis que les hostilités ne dureraient pas au delà de quatre à six mois. Le ministre de la Guerre et le chef de la Direction centrale d'artillerie, le général Kouzmine-Karavaev, estimaient qu'une fois finies la préparation des réserves d'équipements militaires et leur expédition à l'armée, « une certaine accalmie surviendrait dans le travail »⁴⁴. Or, les réserves ne suffirent que

⁴³ V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, t. VII, p. 62. Éditions Sociales Internationales, Paris, 1928 ; p. 48, édit. russe.

⁴⁴ A. A. Manikovski, *Le ravitaillement militaire de l'armée russe dans la guerre mondiale*, t. II, p. 3, Moscou, 1930.

pour les quatre premiers mois de guerre. L'armée russe se trouva bientôt sans munitions, sans fusils, sans cartouches, et sans la possibilité d'en recevoir à bref délai. On manquait de fusils pour l'instruction des recrues. Les transports de troupes portaient au front désarmés. La faute n'en incombait pas seulement à une politique à courte vue. Pour faire la guerre, il fallait non pas des « réserves », mais une industrie de guerre constamment en progrès. Or les vieux bureaucrates tsaristes, redoutant que la bourgeoisie devînt trop forte, ne voulaient pas faire participer l'industrie au ravitaillement de l'armée. Plus de six ans, le général Soukhomlinov avait occupé le fauteuil de ministre de la Guerre (1909-1915), sans rien apprendre des choses de son département. En revanche, il était entouré d'un réseau serré d'espions de l'état-major général allemand. Durant les cinq années de préparation à la guerre et un an encore après l'ouverture des hostilités, la trahison demeura tranquillement au cœur de l'armée. Le département de la Guerre avec un tel ministre ne faisait qu'accentuer la ruine. On avait donné à Soukhomlinov le surnom de « général de la défaite ».

Ce n'est qu'en été 1915, lorsque l'armée, mal équipée, se fut repliée en désordre, que l'autocratie décida de procéder à la mobilisation de l'industrie. Le 17 août 1915, une loi était promulguée, relative à la création de commissions spéciales pour la défense, les transports, le combustible et l'approvisionnement. À l'ouverture solennelle des commissions du 22 août, Nicolas II disait aux représentants de la bourgeoisie qu'il conviait à organiser le ravitaillement de l'armée : « Désormais cette tâche vous est confiée, messieurs. »⁴⁵

Les commissions, à la tête desquelles se trouvaient les ministres, furent investies de pouvoirs étendus. La commission pour la défense était soumise directement au pouvoir suprême.

Nulle institution gouvernementale, ni personnalité ne pouvait lui donner des prescriptions ou en exiger des comptes.⁴⁶

La commission avait le droit :

D'autoriser la préparation du matériel par tous les moyens... sans limitation de fonds.⁴⁷

⁴⁵ « Séance au Palais d'Hiver. Ouverture solennelle des commissions spéciales pour le ravitaillement de l'armée ». *Rouskoïé Slovo* (la Parole russe), n° 194, 23 août 1915.

⁴⁶ A. A. Polivanov, *Notes et souvenirs d'un ministre de la Guerre et de son adjoint*, t. I, Moscou, 1924, pp. 154-155.

Les pouvoirs étendus ne contribuèrent cependant pas à *organiser* la production du matériel de guerre. Selon le témoignage du général Manikovski, qui, en 1915, fut le chef de la Direction centrale d'artillerie,

L'œuvre de ravitaillement de notre armée en munitions, non seulement ne progressa pas au rythme que l'on avait escompté lors de sa fondation [de la commission] ; mais, au contraire, les choses allèrent plus mal sous bien des rapports.⁴⁸

Bien que le prince Chakhovskoï, ministre du Commerce et de l'Industrie, ainsi que ses deux prédécesseurs, fissent partie de la commission de défense, cette organisation « régulatrice » montra son ignorance totale de l'industrie de guerre et de ses possibilités de mobilisation. Les représentants de la grosse bourgeoisie, à la commission, exploitaient leur situation pour obtenir de grosses commandes et se livrer à la « spéculation organisée ».

L'obus de 75 fut justement le premier morceau de choix qui excita les appétits de tous les chacals, écrivait le général Manikovski.

Non moins stérile fut l'activité des autres commissions pour le combustible, l'approvisionnement et les transports. Dans ces organisations les représentants de la bourgeoisie et les fonctionnaires, en « aidant » à la défense, s'accusaient l'un l'autre de tripotages, et prenaient de copieux pots-de-vin. Les efforts tentés pour régler la consommation et la production se heurtaient à un appareil pourri de bureaucratisme, ainsi qu'à l'incapacité de ses dirigeants. Ainsi, en novembre 1915, le ministre des Voies de communication, A. F. Trépov, entreprit de combattre la famine qui s'annonçait en réglementant le trafic des chemins de fer. Sur décision du Conseil des ministres, la circulation des trains de voyageurs entre Moscou et Pétrograd fut suspendue pour six jours à seule fin d'améliorer le ravitaillement de la capitale. Mais personne n'avait pris soin d'organiser les arrivages à Moscou. Après avoir arrêté le trafic des voyageurs, le gouvernement dirigeait sur la capitale des wagons de marchandises vides. Un « succès » identique couronna les tentatives d'organiser le ravitaillement des entreprises en combustible et en matières premières. La production du charbon et du pétrole tombait ; les chemins de fer, détraqués, n'arrivaient

⁴⁷ A. A. Polivanov, *Notes et souvenirs d'un ministre de la Guerre et de son adjoint*, t. I, Moscou, 1924, p. 155.

⁴⁸ A. A. Manikovski, *ouvr. cit.*, p. 36.

pas à transporter le bois de chauffage. Dès le début de 1915, l'industrie de guerre étouffait par manque de combustible. En octobre 1915, la commission spéciale du combustible décidait la réquisition des réserves. Cette décision, la bourgeoisie l'accueillit par une levée de boucliers. À la commission même, d'ailleurs, elle n'avait été adoptée que par 14 voix contre 10. Dans la zone du front nord-ouest on voulut procéder aux réquisitions de combustible avec l'aide des autorités militaires. En réponse à cette tentative, le Conseil des congrès de l'industrie forestière menaça d'arrêter le stockage du bois.

Pendant que la bourgeoisie sabotait toutes les mesures visant à réglementer la production et la consommation, et surtout les bénéfices, les ministres de Nicolas II s'accusaient les uns les autres d'être les responsables du désastre. En séance de Conseil des ministres, en juin 1916, on examina la question des irrégularités dans les fournitures de charbon, de fer et de vivres à l'armée. Au témoignage de Sturmer, alors président du Conseil, un conflit éclata entre Trépov, ministre des Voies de communication, et Chakhovskoï, ministre de l'Industrie.

— Il n'y a pas assez de charbon dans les usines, déclarait le ministre des Voies de communication.

Or, le charbon était du ressort de Chakhovskoï.

— C'est vrai, j'ai du charbon, mais vous ne me donnez pas de wagons, répliqua Chakhovskoï.

— Je ne donne pas de wagons, parce que le ministère de la Guerre me les a tous pris... et il ne me rend rien.

À ce colloque, le président du Conseil lui-même ajouta :

Il y a eu des embouteillages tels que, pour faire avancer les wagons nouvellement arrivés, il a fallu culbuter d'autres wagons au bas du remblai.⁴⁹

Tels des aveugles, les ministres piétinaient autour de leurs départements respectifs, sans comprendre ce qui s'y passait, et ne sachant que faire pour remédier au désastre.

Une chose encore plus difficile fut de mobiliser l'économie rurale arriérée et la population paysanne, dans les mêmes proportions que

⁴⁹ *La chute du régime tsariste. Compte rendu sténographique des interrogatoires et dépositions faits en 1917 devant la commission d'enquête extraordinaire instituée par le Gouvernement provisoire*, t. I, Léninegrad, Gossizdat, 1924, p. 241.

pouvaient le faire les pays capitalistes avancés. L'agriculture semi-féodale et morcelée était dans une grande mesure forcée de porter ses produits au marché. Le moujik avait besoin d'argent pour payer ses fermages au propriétaire foncier. Le tsarisme à son tour faisait suer l'argent au moujik en l'écrasant d'impôts. Durant les années de guerre, la production livrée par les paysans au marché avait fortement baissé. On avait prélevé sur les campagnes pour l'envoyer à l'armée la partie de la population la plus apte au travail : avec celle des villes, cela faisait près de 16 millions d'individus, soit 47 % de la totalité des hommes adultes. Boublikov, un des chefs de la bourgeoisie, avait déclaré tout net que la Russie faisait la guerre principalement avec le sang de ses enfants, et non avec les capitaux accumulés ou obtenus pour la guerre. Chaque année enlevait à l'agriculture une partie considérable de ses moyens de production. Le gouvernement avait réquisitionné chevaux, bétail à viande, attelages. Les « zélés » fonctionnaires s'ingéniaient à réquisitionner sans grand profit pour l'armée. Au début de 1916, le gouverneur de la province d'Orel présentait un mémoire sur les agissements des agents gouvernementaux, qui enlevaient à la population le bétail laitier, tandis que les vaches stériles, bien en viande, faisaient l'objet de la spéculation.

Ils réquisitionnaient tout ce qui était le plus facilement réquisitionnable, déclarait à la commission contre la vie chère V. Mikhaïlovski. Les réserves habilement dissimulées et appartenant aux milieux économiquement plus forts n'étaient apparemment l'objet d'aucune réquisition.⁵⁰

La désorganisation se traduisit aussi par l'effondrement de la grande propriété foncière semi-féodale, base économique du tsarisme. Sa forme la plus avouée, la location de la terre aux paysans, s'était restreinte. Dès le début de la guerre, les fermages avaient baissé d'un tiers environ.

Les exploitations des propriétaires fonciers voyaient, elles aussi, baisser leur rendement. Elles étaient minées par de continuelles mobilisations, qui les privaient de leur main-d'œuvre. Les réfugiés et les prisonniers de guerre ne compensaient pas plus d'un dixième de la perte de main-d'œuvre. La pénurie d'ouvriers agricoles se faisait sentir dans la Russie d'Europe : en 1914, dans 14 provinces sur 44 (32 % de la totalité des provinces de la Russie d'Europe) ; en 1915 dans 36 provinces (82 %) et, en 1916, dans les 44 provinces formant la Russie d'Europe, il y avait pénurie de main-d'œuvre.

⁵⁰ *Travaux de la commission sur la vie chère et le ravitaillement de l'armée*, p. 261, Moscou, 1915.

Avant la guerre, dans les régions d'émigration de main-d'œuvre, le salaire était sensiblement inférieur à celui des régions d'immigration de main-d'œuvre. A partir de 1915, il avait atteint ici et là à peu près le même niveau. Ce fait atteste que le manque d'ouvriers agricoles se faisait sentir aussi dans les régions d'exode de main-d'œuvre. La pénurie de main-d'œuvre, due à la ruine générale de l'économie, accélérail la désagrégation de la grande propriété foncière semi-féodale. Cette désagrégation avait même gagné de vitesse la déchéance générale de l'agriculture.

Le délabrement ne régnait pas seulement dans la propriété foncière semi-féodale. La guerre frappait aussi l'industrie.

L'économie capitaliste militarisée offrait un tableau très confus. Pendant un certain temps, les dévastations occasionnées par la guerre étaient restées dissimulées sous les apparences d'un essor illusoire. La guerre avait entraîné une extension de l'industrie travaillant pour la défense. Et c'est ce qui créait ce semblant d'essor. La valeur globale de la production était passée de 5 620 millions de roubles en 1913 à 6 831 millions en 1916. Cet accroissement de l'industrie de guerre cachait la décadence des principales branches d'industrie. Les entreprises ne travaillant pas « pour la défense » avaient, en 1916, réduit leur production de 21,9 %. Bientôt l'industrie de la défense arrêtail aussi son essor, par manque surtout de combustible et de métal. Après deux années de guerre, les extractions de charbon dans le bassin du Donetz se maintenaient difficilement au niveau d'avant-guerre, malgré l'accroissement du personnel ouvrier, de 168 000 en 1913 à 235 000 en 1916. Avant la guerre, l'extraction par mois et par ouvrier, au bassin du Donetz, se chiffrait par 12,2 tonnes ; en 1915-16, 11,3 ; et dans l'hiver de 1916, 9,6. Le ministre Chakhovskoï dut reconnaître que la chute du rendement s'expliquait par

*un plus mauvais équipement des mines, vu l'impossibilité de réparer à temps les machines et installations nécessaires à l'extraction du charbon.*⁵¹

Faute de combustible, les usines s'arrêtaient ; on réduisait la cuisson du pain. Les habitants brûlaient palissades et mobiliers.

En même temps que le manque de combustible se faisait sentir le manque de métal. En 1916, 36 hauts fourneaux furent éteints. On institua un

⁵¹ *Département de Léningrad des Archives centrales. II^e bureau de la section économique du V.G.A.F., f. 3.*

système de cartes pour la répartition du métal. Fin 1916, les usines ne donnaient que la moitié du métal nécessaire à l'industrie de la défense.

La désorganisation de l'économie se révéla de la façon la plus nette et la plus manifeste dans les transports. La crise des transports donnait la mesure du développement général de l'économie militarisée. Au début, il y avait eu montée, accroissement des transports. Mais cela était manifestement insuffisant pour pourvoir à toutes les nécessités de la guerre. Parallèlement aux transports toujours accrus, le nombre des chargements en souffrance augmentait d'une façon catastrophique : 84 000 wagons dès la seconde moitié de 1914. Au premier semestre de 1916, les chargements non expédiés atteignaient 127 000 wagons. Le 15 juillet 1916, le général Alexéev, chef d'état-major du généralissime, adressait un mémoire au tsar, dans lequel il disait :

À l'heure où nous sommes, il n'est pas une seule branche de l'activité de l'État et de la vie publique qui ne ressente de graves perturbations par suite des besoins insatisfaits en transports... En moyenne, les usines travaillant pour la défense ne sont desservies par les transports qu'à raison de 50-60 % de leurs besoins ; et pour la région de Pétrograd, au lieu des 300 000 tonnes nécessaires, il n'est possible, selon le ministre des Voies de communication, d'assurer le transport que de 130 000 tonnes. Dans ces conditions, non seulement on ne saurait songer à augmenter le rendement des usines, mais il faudra encore réduire leur travail actuel.⁵²

L'économie nationale se fragmentait en une série de régions plus ou moins isolées. Ce qui annulait les avantages réalisés par le développement capitaliste, quant à la division sociale du travail, et rejetait la Russie tsariste à des dizaines d'années en arrière. Ainsi, dans les régions industrielles du centre, les prix d'automne pour le seigle dépassaient les prix des régions avoisinantes des Terres-Noires, en moyenne, dans les proportions suivantes :

En 1914	de 19 %
En 1915	de 39 %
En 1916	de 57 %

Vers 1916, les prix du blé avaient triplé par suite des difficultés de transport.

Là désorganisation des transports aggravait de façon très sensible la *crise alimentaire*. Fonctionnant mal, les chemins de fer étaient cause d'un

⁵² A. A. Manikovski, ouvr. cité, pp. 343-344.

manque de denrées, alors même qu'il y avait dans le pays des réserves de blé provenant des récoltes antérieures. Plus de 16 millions de tonnes n'avaient pu être transportées vers les régions consommatrices. Sur ce terrain, les spéculations de blé se développaient à une vive allure. En automne 1916, le ministre de l'Agriculture, Rittich, se décida à une mesure extrême : il décréta les livraisons de blé obligatoires. Rittich était un représentant typique de la bureaucratie. Il avait été à une école bureaucratique parfaite ; il avait dirigé, après la révolution de 1905, les différents départements de l'Agriculture et de la répartition des terres. La pratique du régime de la terre inaugurée par Stolypine ne lui permit cependant pas de faire aboutir les prestations en blé. La tentative échoua. Le blé ne vint pas. Les entrepôts des centres consommateurs se vidèrent promptement. En automne 1915, les villes en étaient réduites à la portion congrue. L'armée ne touchait que la moitié de sa ration alimentaire.

La désorganisation du marché et la spéculation ajoutaient au désordre de la circulation monétaire. L'or avait disparu de la circulation dès le début de la guerre. Les dépenses augmentaient chaque année. Les frais de l'État dépassaient ses revenus :

En 1914	de 39 %
En 1915	de 74 %
En 1916	de 76 %

Les émissions de papier-monnaie se multipliaient sans cesse. Le rouble tombait. Le système de crédit était sapé à la racine. Le crédit ruiné aggravait à son tour la situation déplorable du marché.

On trouve, dans les publications économiques bourgeoises, des données sur la réduction de la fortune nationale par suite de la guerre. Ces chiffres établissent que la Russie, à la fin de la guerre (1919), avait perdu 60 % de ce qu'elle possédait en 1913, alors que les pertes subies par l'Angleterre s'élevaient à 15 % ; celles de la France, à 31 % ; celles de l'Allemagne, à 33 % ; celles de l'Autriche-Hongrie, à 41 %. Seuls, le Japon et les États-Unis avaient augmenté leur fortune nationale, laquelle du reste, dans les pays capitalistes, appartient aussi peu à la nation que le revenu national.

Si la diminution de la fortune nationale s'accusait le plus fortement en Russie, l'effondrement économique s'y poursuivait de même à une allure plus rapide que dans les autres pays.

Cet effondrement terrible de l'économie entraîna la dépréciation du change. Par rapport au dollar elle s'exprimait (en pourcentages) :

	En 1915	En 1918
Au Japon.....	+ 0	+ 1
En Angleterre	-3	- 2
En France	- 8	- 12
En Italie.....	- 16	- 20
En Allemagne	- 16	- 23
En Autriche-Hongrie	- 27	- 33
En Russie	- 29	- 40

Les rythmes de la baisse du change variaient selon les pays. Le change se maintenait au pair au Japon ; celui de l'Angleterre n'en était pas loin. Les changes de la Russie et de l'Autriche étaient les plus dépréciés. Sensiblement moins dépréciés étaient les changes de l'Allemagne, de l'Italie et de la France : de deux ou trois fois.

Les États-Unis, le Japon, l'Angleterre n'avaient fait la guerre qu'en territoire étranger. La partie de l'Allemagne occupée par les alliés n'était pas grande. Les régions de la Russie tsariste envahies par l'ennemi dépassaient de beaucoup, tant par leur superficie que par leur importance pour le pays, tous les territoires occupés de l'Autriche et de la France.

Ce qui distinguait nettement la Russie, c'était l'immensité de ses fronts de bataille. La ligne de ces derniers était plusieurs fois plus longue que celle du front des autres puissances. Fortes de plusieurs millions d'hommes, les armées russes et austro-allemandes avaient à *maintes reprises* passé et repassé sur l'immense étendue du théâtre oriental des opérations militaires. Par suite de la guerre de mouvement, la dévastation fut particulièrement grande, non seulement sur les lieux des opérations militaires, mais aussi dans les régions adjacentes, qui durent subir les conséquences néfastes des évacuations. Celles-ci s'étendirent, dans la Russie tsariste, à plus de 500 000 kilomètres carrés avec une population de 25 millions d'hommes, c'est-à-dire un septième de la population du pays. Trois millions d'hommes enlevés de leurs foyers avaient été refoulés vers l'arrière. Des milliers de réfugiés affluaient, apportant la panique, la désorganisation, et détraquaient tout l'organisme économique. À l'opposé de la France, qui n'eut à subir l'occupation et l'évacuation qu'une seule fois, en août 1914, et sur une étendue moins grande de son territoire, la Russie tsariste, durant toute la guerre, subit le contrecoup des occupations et des évacuations successives.

Incapable, par suite de son retard technique, de mobiliser toute l'économie nationale pour la défense, la Russie dut recourir à l'aide des Alliés.

Les crédits ouverts par ceux-ci augmentaient de mois en mois. Près de huit milliards de roubles affluèrent dans les mains du gouvernement. Les dettes de la Russie doublèrent, ou peu s'en faut, atteignant 7 745,9 millions de roubles contre les 4 066 millions d'avant guerre. Les crédits étaient de beaucoup supérieurs au montant des commandes que la Russie avait passées aux Alliés. Au surplus, il fallait payer les intérêts des emprunts d'État, acquitter les commandes passées aux pays neutres, au Japon et aux États-Unis.

Les emprunts aggravaient encore la dépendance de la Russie à l'égard des Alliés. C'était l'Angleterre qui, en somme, déterminait le caractère des dépenses à effectuer. Pour leurs crédits, les Alliés pompaient l'or de la Russie. En mai 1916, Bark, ministre des Finances, écrivait :

Les conditions de crédit particulièrement désavantageuses, offertes aujourd'hui par l'Angleterre, témoignent qu'avec la marche ultérieure des événements militaires, il devient de plus en plus difficile pour la Russie de contracter des emprunts auprès des seules puissances alliées, et que *notre dépendance financière absolue envers les Alliés est extrêmement lourde*.⁵³

Même le ministre du gouvernement autocrate était obligé de reconnaître que la dépendance semi-coloniale de la Russie s'accroissait du fait de la guerre. Le vieux bureaucrate tsariste ne voyait qu'une issue : contracter de nouveaux emprunts ailleurs, auprès des impérialistes des États-Unis.

La guerre contre les puissances centrales avait amené la Russie à une brusque rupture de ses relations économiques avec l'étranger. Avant la guerre, la moitié des marchandises achetées à l'étranger provenaient des pays de l'Europe centrale. Près d'un tiers des exportations russes était dirigé sur ces mêmes pays. La liaison des autres pays avec l'Allemagne et l'Autriche était beaucoup plus faible, de sorte que la rupture de ces relations ne pouvait évidemment pas avoir pour l'Angleterre, la France et même l'Italie des conséquences aussi néfastes. Pour la Russie, il y eut rupture des relations économiques, non pas seulement avec les puissances centrales : la liaison s'interrompit tout d'un coup à peu près avec le monde entier. La frontière territoriale d'Europe, la frontière suédo-norvégienne exceptée, ainsi que la roumaine, qui était sans importance commerciale et ne donnait

⁵³ *Précis d'histoire de la Révolution d'Octobre*, t. I, p. 61, Moscou, 1927.

accès nulle part ailleurs qu'en Roumanie, se trouva fermée. Dans la Baltique sévissaient les sous-marins allemands. Après l'entrée en guerre de la Turquie, la situation fut la même dans la mer Noire. En 1913, les neuf dixièmes des exportations et les cinq sixièmes des importations passaient par ces frontières.

La liaison de la Russie tsariste avec le monde extérieur était suspendue au fil ténu de la grande voie sibérienne, longue de 8 000 kilomètres, avec Vladivostok, seul débouché sur la mer ; la voie ferrée de Mourmansk ne fut achevée qu'à la fin de 1917. En outre, pendant les mois d'été, la liaison était assurée par Arkhangel, que rattachait au centre un chemin de fer à voie étroite, élargie en 1916. Arkhangel ne possédait qu'une faible capacité de transit. La capacité de charge de cette voie ferrée était insuffisante au point que, dans cette région, l'on pratiquait le *charroi* comme aux temps d'Ivan le Terrible. C'est par charroi que l'on transportait les marchandises d'Arkhangel à Vologda et, plus loin, de Vologda à Pétrograd, soit sur près de 1 200 kilomètres. Rodzianko écrivait :

Déjà, au début de la guerre, des renseignements parvenaient à la Douma, établissant que le transport d'Arkhangel, par chemin de fer à voie étroite, était très lent, et que le port était encombré de marchandises. Les commandes venues des États-Unis, d'Angleterre et de France, mises en tas, n'étaient pas expédiées vers l'intérieur. Dès les premiers jours de la guerre, Litvinov-Falinski déclara que le port d'Arkhangel était dans un état déplorable. D'Angleterre, l'on attendait de copieux transports de charbon pour les usines de Pétrograd, mais on n'avait pas même où le décharger. Bien qu'Arkhangel fût le seul port de guerre qui nous rattachât aux Alliés, on ne lui accordait presque aucune attention. À une des premières séances de la Commission spéciale, l'on dut soulever la question d'Arkhangel, et demander aux ministres ce qu'ils avaient l'intention d'entreprendre. Les ministres Soukhomlinov, Roukhlov et Chakhovskoï donnèrent des réponses évasives, ou bien promirent sans rien entreprendre. Or, à la fin de l'été de 1915, la quantité de marchandises était si grande que les caisses posées à terre, sous le poids des charges qu'elles supportaient, s'enfonçaient littéralement dans le sol.⁵⁴

De même, se désagrégeait tout le pesant édifice de la Russie impériale. Les frais de guerre étaient démesurément lourds pour le pays. Durant les trois premières années, celui-ci avait dépensé 167 % de la totalité des revenus de 1913, alors que la France en avait dépensé 105 %, l'Angleterre 130 %. Ce n'est qu'en Autriche-Hongrie que les frais atteignirent 160 %.

⁵⁴ M. V. Rodzianko, « L'effondrement de l'Empire », *Archives de la Révolution russe*, t. XVII, p. 100, Berlin, 1926.

Le fardeau de la guerre s'était abattu sur la Russie avec le plus de force. Trente mois de tension extrême avaient provoqué la désagrégation de l'industrie, le déclin de l'agriculture, la crise des transports, la famine.

Nous sommes impuissants à l'arrière ou à peu près impuissants... — écrivait Goutchkov en août 1916 au général Alexéev, chef d'état-major du généralissime. Nos procédés de lutte sont à deux tranchants : étant donné l'état d'exaltation des masses populaires, et surtout des masses ouvrières, ils peuvent être la première étincelle d'un incendie que personne ne peut localiser et dont personne ne peut prévoir l'étendue.⁵⁵

La guerre pesait lourdement sur les épaules des ouvriers et des paysans. L'indignation révolutionnaire s'emparait de plus en plus des masses. Le pays était à la veille d'une explosion. La guerre impérialiste accélérât grandement la révolution.

LA DÉCOMPOSITION DE L'ARMÉE

L'armée aussi passait par la même école de privations et d'éducation révolutionnaire. La boucherie sanglante et les pertes incalculables avaient ouvert les yeux aux dupes. Les millions de tués et de mutilés révélèrent avec une violence inexorable le vrai sens de la guerre, son caractère spoliateur.

Au terrible cauchemar de la boucherie venaient s'ajouter des privations matérielles incroyables. Les tranchées pleines de boue et d'immondices, l'absence d'aliments chauds, le manque de pain, la vermine ; tel était le tableau général de la vie du front.

Sais-tu comment c'est, en première ligne ? — lisons-nous dans une des innombrables lettres de soldats. — Nous voilà dans les tranchées. Il fait froid, il fait sale ; les parasites nous dévorent ; on ne nous donne à manger qu'une fois par jour, à 10 heures du soir, et encore : des lentilles noires qu'un cochon ne mangerait pas. C'est à crever de faim, tout simplement...⁵⁶

Mal équipée, dirigée par des généraux incapables, dépouillée par des intendants vénaux, l'armée essuyait une défaite après l'autre. Sans foi en

⁵⁵ V. P. Sémennikov, *ouv. cit.*, p. 282.

⁵⁶ T.S.V.I.A. (*Archives centrales historiques militaires*). Collection : « État-major du généralissime des armées du front sud-ouest ». Dossier n° 25, p. 945, f. 107.

elle-même, sans confiance en ses chefs, ne sachant au nom de quoi l'on faisait périr des millions d'hommes, sans préparation, affamée et déchaussée, elle abandonnait à l'adversaire villes, régions entières et prisonniers par dizaines de mille.

Les défaites sanglantes irritaient les soldats. Le mécontentement germaït dans les masses, *devenait une sourde fermentation*, se résolvait en actions. Maudissant la pagaïe et le gâchis, les soldats refusaient d'exécuter les ordres, n'allaient pas à l'attaque, évitaient le combat.

L'effervescence est grande, ici, dans l'armée. On en a tellement assez de la guerre ! Plusieurs fois déjà on a ordonné l'offensive, mais les soldats ne sortent pas des tranchées, ils ne veulent rien savoir. Ça fait que l'offensive, on y renonce.⁵⁷

Un autre soldat du 408^e régiment d'infanterie de Kouznetzk, communiquait :

Quatre fois j'ai été à l'attaque, seulement ça n'a rien donné : nos régiments ont refusé de marcher. Il y en a qui sont sortis des tranchées, d'autres pas ; alors moi non plus je n'ai pas bougé.⁵⁸

Les censeurs tsaristes, qui ouvraient les lettres des soldats, établissent que plus de 60 % des auteurs parlaient du progrès irrésistible des tendances défaitistes. Les hommes s'enfuyaient du front, se laissaient faire prisonniers, ou bien se tiraient une balle dans la main ou au pied, pour se faire évacuer.

Les atrocités de la guerre poussaient les hommes à la désertion. Continuellement traqués, ceux-ci vivaient dans la hantise d'être livrés à la police. Et pourtant ils préféraient à la vie du front la vie affamée du déserteur, que les gendarmes chassent comme du gibier.

En 1916, l'armée russe comptait déjà plus d'un million et demi de déserteurs.

La situation déjà très pénible des soldats devenait intolérable par suite de l'arbitraire des officiers. Le « cassage de gueule » et la menace de sanctions continues poursuivaient le soldat à chaque pas. Le moindre délit entraînait une punition. On battait le soldat pour une erreur de service, on le rossait pour un salut tardif, pour n'avoir pas su trouver de la vodka. Ivres, les officiers estrophiaient leurs hommes ; quand ils n'avaient pas bu, ils leur

⁵⁷ T.S.V.I.A. (*Archives centrales historiques militaires*). Collection : « État-major du généralissime des armées du front sud-ouest ». Dossier n° 25, p. 945, f. 231.

⁵⁸ *Idem*, f. 245.

mettaient le nez en sang, ils passaient sur le troupier la rage qui leur venait de leurs propres gaffes. « La tête du soldat est comme un tambourin : plus les coups sont sonores, plus le cœur est joyeux », disaient avec une ironie amère les soldats, au sujet des voies de fait dans l'armée.

Les milliers de lettres confisquées par l'Okhrana tsariste relatent les horreurs et les privations de la vie du soldat :

Plus ça va, plus ça va mal. Nos chefs nous prennent à la gorge, nous font suer notre dernier sang, dont il ne nous reste que très peu. On ne verra donc jamais la fin de tout ça...⁵⁹

Voici un passage d'une autre lettre, qu'attendait vainement une mère accablée de douleur :

Chère maman, tu aurais mieux fait de ne pas me mettre au monde, tu aurais mieux fait de me noyer tout petit, tellement je souffre maintenant.⁶⁰

De plus en plus souvent, les soldats réglaient leur compte à leurs chefs féroces. Les officiers exécrés périssaient pendant les combats, abattus par leurs propres hommes.

L'écrivain L. Voïtolovski, qui observait la vie de l'armée, a noté une chanson traduisant avec éloquence toute la haine des soldats pour leurs officiers :

*De rage et de chagrin,
Malheureux comme un chien,
Je m'en irai dans la forêt sombre.
Dans la forêt sombre, de mon gré.
Avec mon fusil, je m'en irai.
Et là, trois malheurs je ferai.
D'abord mon commandant j'égarerai.
Puis mon fusil j'épaulerai.
Et comme troisième malheur,
Je frapperai au cœur.
Sacré nom de bandit —
Mon chef, sois maudit !⁶¹*

⁵⁹ T.S.V.I.A. (Archives centrales historiques militaires). Collection : « État-major du généralissime des armées du front sud-ouest ». Dossier n° 25, p. 945, f.5.

⁶⁰ *Idem*, f. 27.

⁶¹ L. Voïtolovski, *Sur les traces de la guerre*, t. I-II, p. 251, Léninegrad, 1925.

Ordinairement les auteurs du règlement de compte restaient inconnus. On tuait les officiers, non seulement sur le front, mais aussi à l'arrière, dans les bataillons de réserve. La terreur devant les chefs, base de l'ancienne discipline, disparaissait. Dans l'armée on vit se multiplier les exemples d'action directe — et non point isolés — des soldats contre leurs chefs. Au lieu des actes d'indignation et des protestations individuelles, qui, d'ordinaire, finissaient de façon tragique, les soldats commencèrent à agir collectivement. Des « grèves » d'un genre particulier avaient plus d'une fois gagné des régiments, des divisions entières. Voici comment un soldat, parmi tant d'autres, décrit une telle grève sur le front, en 1916 :

Le chef de division avait eu vent de cette grève. Arrivé au régiment, il ne trouva pas un seul officier à son poste. Ils étaient tous cachés on ne savait où. Il ne trouva à son poste qu'un seul sous-lieutenant, auquel il signifia d'avoir à se mettre à la tête du régiment et de déclencher aussitôt l'attaque. Mais cette fois encore toutes les compagnies refusèrent de marcher, en criant : « Donnez-nous de quoi manger, de quoi nous habiller, de quoi nous chausser, autrement nous n'irons pas nous battre, ou bien nous nous ferons faire tous prisonniers. » La situation était grave, et même critique. Si l'ennemi avait su ça, il nous aurait tous pris avec les mains. À la suite du nôtre, le régiment de Tsarev se mit en grève, et puis les autres régiments de notre division. Deux bataillons d'un régiment de notre division se sont rendus en bloc, de leur propre gré... On voulait fusiller tous les soldats, leur enlever les fusils, bombes et autres armes, mais ils ne se sont pas laissés faire. Et puis, les autres divisions s'étant mises en grève, il n'y avait plus personne pour se charger de fusiller les hommes ; tout le monde était en grève... Et comment ne pas faire grève ? On est tous à peu près nu-pieds, affamés et transis, rien qu'à nous voir, ça vous fend l'âme.⁶²

Les changements de classe survenus au sein du commandement ne contribuèrent pas peu à décomposer l'armée. Le corps des officiers était une organisation d'élite, combative, dévouée au « trône », solidement soudée par des affinités de classe et composée principalement de représentants des propriétaires fonciers. Le gouvernement tsariste avait soin de protéger les cadres d'officiers contre l'intrusion de roturiers. Au reste les officiers eux-mêmes s'opposaient à la pénétration, dans leur milieu, de gens issus des classes inférieures. Mais la guerre ébranla les fondements de ce groupe fermé. Les cadres d'officiers de métier avaient subi de grandes pertes dès les premiers mois de la guerre. Leur place fut peu à peu occupée par des

⁶² T.S.V.I.A. (*Archives centrales historiques militaires*). Collection : « État-major du généralissime des armées du front sud-ouest ». Dossier n° 25, p. 945, f. 152.

éléments issus des autres couches de la société. La vieille caste fut noyée dans l'océan des aspirants-officiers d'origine roturière. Anciens avocats, instituteurs, fonctionnaires, séminaristes et collégiens n'ayant pas achevé leurs études, étudiants mobilisés, vinrent compléter les rangs des officiers. Les anciens accueillirent les nouveaux venus avec un mépris et une hostilité non dissimulés. La démocratisation du corps des officiers augmenta le désarroi au sein du commandement, et aggrava les antagonismes dans l'armée.

L'absurde extermination de vies humaines, l'arbitraire sauvage des supérieurs, l'incapacité des chefs, le chaos et les dures conditions de vie donnèrent l'éveil aux soldats les plus arriérés. Chez les uns la guerre engendrait l'horreur et le désespoir ; chez les autres, le désir de trouver une issue, de découvrir les responsables de cette absurde saignée.

La presse patriotique, dont les flots jaunes submergeaient l'armée, avait réussi les premiers temps à détourner la sourde rancœur des soldats dans le sillage habituel de la haine de l'« ennemi », Chaque défaite, le moindre insuccès, étaient expliqués par les menées de l'ennemi extérieur — les Allemands — et de l'« ennemi intérieur », les Juifs. Une vague de pogroms avait balayé, sur le front, des centaines de bourgades juives ; elle avait ruiné, chassé de leurs foyers vers des lointains ignorés, des dizaines de milliers de réfugiés.

Les soldats ironisaient : « De nouveau on parle des espions juifs au rapport, c'est donc que nous allons reculer. »

Chez d'autres soldats, la guerre avait provoqué un sentiment de haine contre la bourgeoisie et le gouvernement. Plus la guerre traînait en longueur, plus forte était la colère contre les classes dominantes. Le Parti bolchévique, dans cette évolution spontanée, apportait l'esprit d'organisation.

Mis hors la loi par le gouvernement tsariste, les bolchéviks menaient le travail dans l'armée, avec une rare abnégation. Là où le soldat exaspéré serrait convulsivement le fusil dans ses doigts, ne sachant à qui s'en prendre, les bolchéviks venaient orienter son indignation contre le gouvernement et la bourgeoisie. Là où, poussés jusqu'à la fureur, les soldats cherchaient une issue dans les violences inutiles exercées sur les « allogènes », les bolchéviks faisaient un travail d'agitation internationaliste, l'opposant à la sombre réaction du tsarisme et des nationalistes. Les bolchéviks transformaient, par un travail persévérant, l'explosion spontanée du désespoir en une action cohérente contre le tsarisme. Persécutés par l'Okhrana, déferés devant les conseils de guerre pour le seul fait d'appartenir au Parti, les bolchéviks accomplissaient sans défaillance leur devoir de champions de la révolution.

Le gouvernement tsariste, dans sa lutte contre la « sédition », pratiquait largement l'« envoi des mécontents » au front. Il suffisait d'élever la voix contre les dures conditions de travail à l'usine, pour que le patron ou le contremaître s'empresse de repérer l'ouvrier ; dès le lendemain celui-ci était convoqué chez le chef du bureau de recrutement pour être expédié dans « une compagnie de marche ». Au nombre de ces « mécontents » étaient classés tout d'abord ceux que l'on soupçonnait d'être liés aux bolchéviks. Dès le début de la guerre, le gouvernement tsariste à courte vue avait fait incorporer dans l'armée au moins 40 % des ouvriers d'industrie. En outre, *on mobilisa dans l'armée et dans la flotte* bon nombre de participants actifs à la révolution de 1905, d'anciens lecteurs de la *Pravda* bolchévik, interdite par le gouvernement dès l'ouverture des hostilités. Trouvant dans ce milieu des propagandistes dévoués, le Parti bolchévik pénétrait avec leur aide au plus profond de la masse des soldats.

Malgré la terreur exercée par le gouvernement, le Parti bolchévik avait su créer des organisations militaires dans une série de formations de l'arrière. Le travail y était facilité par l'ambiance des prolétaires de l'endroit. À Pétrograd, Moscou, Smolensk, Kiev, Kharkov, Ékatérinoslav, Saratov, Nijni-Novgorod, Samara, Tsaritsyne, Ékatérinbourg, Tver, Bakou, Batoum, Tiflis, Koutaïs, dans la région de Lettonie, partout le travail se poursuivait intense. L'incorporation, dans l'armée, des bolchéviks déportés à Narym permit à ceux-ci de créer à Tomsk une assez forte organisation militaire. Ce qui exerçait aussi une grande influence sur les formations de l'arrière, c'étaient les relations que les soldats entretenaient en dehors de l'armée avec les bolchéviks du lieu et les prolétaires d'esprit bolchévik. Les grèves ouvrières dans le pays indiquaient à la masse des soldats la possibilité d'une issue révolutionnaire. Voici un tableau typique montrant l'influence que la lutte révolutionnaire des ouvriers exerçait sur les soldats :

Au cours des nombreuses manifestations du 9 janvier [1916], il y eut une fraternisation entre manifestants et soldats. Ainsi, sur la chaussée de Vyborg, les ouvriers fraternisèrent avec les soldats des trains d'équipage motorisés. Il y eut un échange amical de salutations. À la vue des drapeaux rouges, les soldats se découvraient et criaient : « Hourra », « À bas la guerre », etc. Le 10 janvier au soir, sur la grande perspective Sampsonievski, défila une immense colonne d'ouvrières, d'ouvriers et de soldats... La police se tint tout le temps à l'écart... La présence de 300

à 400 soldats dans cette foule de plus de mille personnes eut sur la police un effet « calmant »... La manifestation dura plus d'une heure.⁶³

On peut juger de l'énergie exceptionnelle et de l'abnégation déployées par le Parti bolchévique dans sa lutte pour la pénétration révolutionnaire dans l'armée, en lisant les nombreux rapports de la police tsariste, qui s'attachait en vain à détruire jusqu'à la racine l'organisation révolutionnaire :

Les léninistes ont acquis une importance dominante dans le Parti ; ils ont derrière eux, en Russie, la majorité prédominante des organisations social-démocrates illégales. Depuis le début de la guerre, ils ont publié dans les plus grands centres (Pétrograd, Moscou, Kharkov, Kiev, Toula, Kostroma, province de Vladimir, Samara) un nombre considérable de tracts révolutionnaires exigeant la cessation de la guerre, le renversement du gouvernement actuel et l'instauration de la République. Ce travail des léninistes a eu pour résultat tangible l'organisation de grèves ouvrières et de désordres.⁶⁴

Les bolchéviks allaient aux soldats avec le clair programme de Lénine, avec des mots d'ordre précis et compréhensibles, qui éclairaient les questions les plus angoissantes et les plus actuelles. Forts du mécontentement des soldats et de leur soif de paix, dénonçant le régime de la matraque, la trahison et la nullité des chefs, les bolchéviks amenaient, prudemment, mais avec ténacité, les soldats dont l'esprit s'éveillait, au programme d'action révolutionnaire.

La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste...⁶⁵

C'est ainsi que le manifeste du Comité central du Parti bolchévique, publié le 4 novembre 1914, caractérisait le programme de lutte révolutionnaire. Ce n'est qu'en s'engageant dans cette voie que le prolétariat et les travailleurs pouvaient s'évader du cercle mortel de la guerre ; ce n'est que dans cette transformation qu'il fallait chercher l'issue à l'impasse où la bourgeoisie et ses laquais, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, avaient poussé le pays.

⁶³ « La démonstration des soldats et des ouvriers », *Social-démocrate*, n° 53, 13 avril 1916, Genève.

⁶⁴ *Archives de la révolution et de la politique extérieure*. Dossier du département de la police. Rôle spécial A 5, 1915, f. 193.

⁶⁵ V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XVIII, p. 66, édit. russe.

Mais un tel programme réclamait une action révolutionnaire nettement déterminée, et Lénine indiquait ce qu'il y avait à faire :

La révolution en temps de guerre, c'est la guerre civile, et la *transformation* de la guerre des gouvernements en guerre civile est facilitée d'une part par les échecs militaires (la « défaite ») des gouvernements ; de l'autre, il est *impossible*, pratiquement, de viser à cette transformation, sans concourir par là même à la défaite.⁶⁶

Par ailleurs, Lénine écrivait :

La seule politique de rupture réelle et non verbale de la « paix civile », de reconnaissance de la lutte de classes, est la politique *d'utilisation* par le prolétariat des *difficultés* de son gouvernement et de sa bourgeoisie, *en vue de leur renversement*. Or, il est impossible de parvenir, il est *impossible de viser* à ce but, sans souhaiter la défaite de son gouvernement, sans concourir à cette défaite.⁶⁷

Défaite de son gouvernement : tel était le principal mot d'ordre dans la tactique bolchévik, pendant la guerre impérialiste. La tâche des bolchéviks consistait à utiliser complètement l'ébranlement de la discipline militaire et les tendances défaitistes qui s'étaient généralisées dans l'armée et dans le pays, pour augmenter l'activité révolutionnaire des ouvriers et des soldats. Il fallait faire pénétrer dans la masse des soldats la conscience de l'opposition entre les intérêts de la « patrie » impérialiste et ceux des travailleurs, la conscience de la nécessité de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Cela ne signifiait point évidemment, comme ont tenté de l'insinuer les trotskistes, aider l'impérialisme allemand, faire sauter les ponts en Russie, etc. Cela signifiait : ruiner les forces de la monarchie tsariste, du gouvernement le plus barbare, qui opprimait une masse immense de la population d'Europe et d'Asie. Cela signifiait : travailler avec ténacité à la décomposition révolutionnaire de l'armée, à la mise en mouvement révolutionnaire des masses ; cela signifiait : continuer et aiguïser la lutte révolutionnaire dans les conditions de la guerre impérialiste. Voilà pourquoi s'élevèrent avec tant d'énergie, contre ce mot d'ordre, tous les partis bourgeois et petits-bourgeois de Russie : cadets, troudoviks, socialistes-révolutionnaires et toutes les variétés de menchéviks, Trotski compris. Plékhanov écrivait à propos du mot d'ordre bolchévik :

⁶⁶ V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XVIII, p. 170, édit. russe.

⁶⁷ *Idem*, p. 172.

La défaite de la Russie... ralentira son développement économique, et, partant, la montée de son mouvement ouvrier.⁶⁸

Trotsky disait que la défaite de la Russie signifierait la victoire de l'Allemagne. Et il faussait grossièrement le mot d'ordre de Lénine en dissimulant que Lénine préconisait le mot d'ordre en question, non seulement pour les révolutionnaires russes, mais aussi pour les partis révolutionnaires de la classe ouvrière de tous les pays.

Les social-traîtres avoués et les centristes du type Trotsky n'étaient pas seuls à lutter contre le mot d'ordre de défaite de son gouvernement ; ce mot d'ordre était répudié aussi par les éléments de « gauche » et de droite du Parti bolchévik. Ainsi, au début de la guerre, au cours d'une conférence tenue à Ozerki par la fraction bolchévik de la Douma d'État, avec les représentants des organisations les plus importantes du Parti bolchévik, Kaménev fit la critique du mot d'ordre léniniste de défaite. Il s'appliqua à démontrer qu'une issue de la guerre défavorable à la Russie n'était pas à souhaiter du point de vue des intérêts du mouvement ouvrier.

Livré à la justice tsariste en même temps que les députés bolchéviks de la Douma, il chercha, là encore, à se désolidariser du Parti dans la question de la défaite.

De même, le groupe d'émigrés russes dirigé par Boukharine, et qui critiquait Lénine du « côté gauche », soulignait dans ses thèses qu'il rejetait catégoriquement « la formulation pour la Russie du mot d'ordre dit de la défaite de la Russie » ; il indiquait l'impossibilité absolue d'une agitation pratique dans ce sens.⁶⁹

Au mot d'ordre de défaite de son gouvernement, était lié de la façon la plus étroite le mot d'ordre bolchévik de *fraternisation* des soldats des armées impérialistes ennemies. Observant les cas spontanés de fraternisation, Lénine suivait avec attention le développement de cette initiative révolutionnaire des masses. Il consacra un article spécial à une série d'exemples de fraternisation sur le front franco-allemand, cités par les journaux allemands, anglais et suisses.

Les exemples de fraternisation toujours plus fréquents, également sur le front russe, permirent au Parti bolchévik de préconiser la *fraternisation*

⁶⁸ G. V. Plékhanov, « Les socialistes et le vote des crédits de guerre », *Prizyv* (l'Appel), n° 171, Paris, 1916.

⁶⁹ « La conférence de Berne en 1915 », annexe 2. Résolution du groupe Bange. *Prolétarskaïa Révoloutsia* (la Révolution prolétarienne), n° 5, p. 172, 1925.

comme mot d'ordre pratique dans la lutte pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

À une conférence de généraux, tenue en décembre 1916, les chefs d'armée apportèrent des dizaines de témoignages montrant la désagrégation, la décomposition de l'armée. La désertion, l'abandon de leurs positions par des régiments entiers, le refus de marcher à l'attaque, les voies de fait exercées contre les officiers et, en particulier, la fraternisation, autant de faits devenus patents vers la fin de 1916. Le tableau brossé par les généraux ne diffère en rien de celui que retrace, au sujet de la situation sur le front autrichien, l'ancien soldat de l'armée tsariste, P. A. Karnaoukhov :

Pendant l'hiver de 1916, le calme régnait sur le front. Il arrivait qu'en première ligne les soldats qui apercevaient l'ennemi ne tiraient plus. De même les Autrichiens. Parfois ces derniers criaient : « Messieurs ! Finissez la guerre ! » Et ils appelaient auprès d'eux les Russes, et ceux-ci appelaient les Autrichiens. La fraternisation avec l'ennemi avait commencé dans notre secteur, dès octobre 1916, ce qui, naturellement, nous valait pas mal de brimades de la part des officiers ; en janvier la fraternisation était devenue un fait banal. Les choses en arrivaient au point que nos soldats troquaient divers objets, donnant du pain, du sucre et recevant en échange un canif, un rasoir.⁷⁰

Le sens révolutionnaire de la fraternisation était qu'elle renforçait la conscience de l'unité internationale des travailleurs de part et d'autre des tranchées, qu'elle amenait à une différenciation de classes très marquée entre officiers et soldats, qu'elle ébranlait la puissance des armées impérialistes et donnait libre cours à la volonté de paix.

La lutte intrépide du Parti bolchévik, au milieu de la décomposition grandissante de l'armée, donnait de prompts résultats.

LA RUSSIE TSARISTE, PRISON DES PEUPLES

La guerre eut aussi une très forte répercussion sur la situation des nationalités opprimées.

⁷⁰ P. A. Karnaoukhov, *Souvenirs de mon service militaire dans l'ancienne armée et dans l'Armée rouge*. Collection de l'« Histoire de la guerre civile », manuscrit n° 452.

Lénine avait appelé la Russie tsariste la « prison des peuples ». Cela donnait une idée entière et nette de la vie des nombreuses nationalités de l'« Empire de Russie ».

Sous le régime de l'autocratie, tous les travailleurs vivaient dans de dures conditions ; mais particulièrement intolérable était la situation des travailleurs des nationalités non russes, ou comme on les appelait alors, avec mépris, les « allogènes ». L'exploitation économique s'aggravait encore à leur égard de la plus féroce oppression nationale. Les maigres droits dont jouissaient les travailleurs russes étaient rognés sans fin pour les nationalités opprimées. L'absence de droits politiques, l'arbitraire administratif et l'oppression dans le domaine de la culture : voilà ce que l'autocratie apportait aux nationalités asservies.

La politique des tsars russes revêtait un caractère de conquête nettement marqué.

Aux XVI^e et XVII^e siècles, le tsarisme russe, qui traduisait les intérêts des classes dominantes, entreprend de vastes campagnes militaires vers l'Orient. Il abat sa griffe spoliatrice sur les terres de la moyenne et de la basse Volga ; il fait la conquête de la Sibérie, atteint l'Océan, envahit les steppes de l'Ukraine orientale. Les intérêts de la noblesse, du capital commercial et du capital industriel en formation apparaissent encore plus nettement dans les plans militaires de Pierre I^{er}, qui entendait « prendre solidement pied » sur les rives de la Baltique, de la mer Noire et de la Caspienne. C'est sous son règne que furent conquises l'actuelle Estonie, une partie de la Lettonie et de la Finlande, la côte caucasienne de la Caspienne. Catherine II annexa à la Russie la côte nord de la mer Noire, la Crimée, l'Ukraine occidentale, la Russie-Branche, la Lituanie et la Courlande. Alexandre I^{er} enleva aux Suédois la Finlande, aux Turcs la Bessarabie, et reçut après la guerre contre Napoléon une partie de la Pologne avec Varsovie. C'est aussi pendant son règne que la Russie s'établit en Géorgie, et engagea une guerre de longues années pour soumettre les montagnards du Caucase. Cette guerre se poursuivit encore durant tout le règne de Nicolas I^{er}. Alexandre II acheva de conquérir le Caucase, enleva à la Chine les régions riveraines de l'Amour et de l'Oussouri, s'empara d'immenses territoires en Asie centrale. Le dernier des tsars russes, Nicolas II, continuant la politique de ses pères et aïeux, tenta d'abord d'annexer la Mandchourie et la Corée, puis il se mêla à la guerre mondiale, visant à conquérir Constantinople, l'Arménie turque, la Perse du Nord et la Galicie...

L'ombre sinistre de l'aigle à deux têtes planait sur les immenses étendues de l'Empire, des rives de la Baltique aux cimes du Caucase, et des steppes

ensoleillées de l'Ukraine aux sables de l'Asie centrale et aux monts de l'Extrême-Orient.

Chaque pas accompli par le tsarisme russe, de même que l'activité de tous les gouvernements bourgeois d'Europe, était marqué par le feu, le sang et la violence. La misère et la désolation sans fond accompagnaient la marche triomphale du capitalisme à travers les aouls du Caucase, les kichlaks du Turkestan et les villages finno-turkis de la Volga.

Le gouvernement tsariste n'hésitait pas, en cas de résistance, à massacrer ou à expulser la population des régions conquises. Des dizaines de florissants aouls de la montagne furent réduits en cendres.

La fumée des incendies rampait au fond des vallées.

Les forêts étaient coupées, les villages rasés, les moissons piétinées ; on pillait le bien des montagnards, on leur enlevait jusqu'à leurs dernières hardes.

Les terres ravies à la population indigène étaient distribuées aux officiers russes, aux propriétaires fonciers, aux koulaks. On aménageait des milliers de riches propriétés seigneuriales sur les terres volées aux Bachkirs de la Volga ; d'immenses et magnifiques domaines de la couronne et des apanages surgissaient au Caucase, en Crimée, dans l'Asie centrale. La réalisation de cette « réforme agraire » dans les régions asservies s'accompagnait de l'instauration du servage. Pierre I^{er} l'avait introduit dans la région de la Baltique ; Catherine II, en Ukraine ; Nicolas I^{er} prit soin de l'implanter au Caucase.

A la suite des généraux tsaristes, le propriétaire foncier russe, le fabricant et le marchand se ruaient dans les pays conquis. Ces régions étaient envahies par les soldats, les gendarmes et les fonctionnaires russes. Avec eux s'y glissait aussi le pope orthodoxe, dont la croix confirmait le droit de la baïonnette et de l'or.

Aux violences militaires et aux exactions succédait, encore plus effroyable, l'oppression économique. Les régions annexées étaient transformées en colonies du capitalisme ; elles devenaient les principaux fournisseurs de matières premières et de combustible pour l'industrie russe en développement. L'Ukraine lui donnait le charbon du Donetz et le minerai de Krivoï-Rog ; le Caucase, le pétrole ; l'Asie centrale, le coton, etc.

Au lieu des vieilles forteresses avec leurs bastions et leurs canons on aménageait des propriétés seigneuriales, des fermes de koulaks, on élevait des fabriques capitalistes. Et à côté surgissaient par milliers, par dizaines de milliers, les églises de « Dieu » et les cabarets du tsar. Dans ces cabarets, on empoisonnait d'eau de vie la population ; dans les églises, brûlait l'encens et

montaient des prières au succès de la politique colonisatrice du « tsar blanc ». Une nombreuse armée de popes besognait avec ferveur pour faire entrer dans l'esprit des « sauvages » les principes de l'orthodoxie et de l'autocratie.

Les églises devenaient les instruments d'une spoliation complémentaire de la population nationale. Les « allogènes » nouvellement convertis étaient habitués à la religion orthodoxe, à coups d'amendes, pour n'être pas venus à confesse, pour n'avoir pas appris les prières, pour n'avoir pas observé les rites, etc.

Le prône du christianisme, parmi les nationalités opprimées, revêtait un caractère des plus effréné et des plus cynique. Les méthodes de civilisation par la religion, instituées par les missionnaires parmi les peuples à demi sauvages de la Sibérie, avaient souvent le caractère de la provocation.

Arrivé dans une bourgade, le missionnaire commençait son prône « en tout bien tout honneur » par la distribution de petits cadeaux : croix, icones, tabac, etc. Si cela n'agissait pas, il prolongeait son billet de logement chez les récalcitrants et prenait contre eux des mesures plus « énergiques ». Finalement, les choses en arrivaient au point que la population du lieu proférait des menaces à l'adresse du missionnaire. Alors, on se saisissait des coupables, on les dépouillait de leur avoir, on les jetait en prison.

Les premiers « civilisateurs » chrétiens parmi les tribus sibériennes furent les moines fugitifs et errants qui, avec la prière et l'eau bénite, apportèrent dans les toundras de Sibérie la vodka et la syphilis.

L'enivrement systématique des chasseurs indigènes fut aussi pratiqué plus tard à l'époque où exerçait son activité la « société des missionnaires orthodoxes », entreprise immense au capital de 200 000 roubles. Cette assistance « chrétienne » avait abouti à ce résultat que, dans les dernières années qui précédèrent la guerre, les tribus sibériennes dépérissaient avec une rapidité effroyable.

Pendant trois siècles et demi, l'Église fit aussi peser le plus terrible joug sur les peuples musulmans de la Russie. Outre les persécutions religieuses, la fermeture des mosquées (l'évêque de Kazan, Louka, 1738-1755, avait, à lui seul, détruit en Tatarie 418 mosquées sur les 536 existantes), on enlevait de force aux musulmans leurs enfants pour les incorporer dans les écoles paroissiales orthodoxes.

La civilisation russe parmi les tribus finno-turkies de la Volga avait commencé par la fondation à Kazan d'une Académie ecclésiastique. Les cadres de missionnaires orthodoxes étaient formés aussi à la faculté d'Orient de l'Université de Kazan.

Un des actes les plus marquants de la politique de russification de la dernière époque fut la loi dite « Règlement du 31 mars 1906 », promulguée par le ministre de l'Instruction publique, le comte I. I. Tolstoï. Affirmant la nécessité de renforcer par la « science » l'« amour de la patrie commune » chez les peuples asservis, la loi introduisait dans toutes les écoles pour les « allogènes » l'enseignement obligatoire de la langue russe.⁷¹ Mais les écoles russes de l'État s'étaient scrupuleusement acquittées de ce devoir, avant même la promulgation de la loi Tolstoï. Aussitôt après le soulèvement de 1863, en Pologne, toutes les Universités et tous les collèges nationaux polonais avaient été fermés et remplacés par des écoles russes ; il était interdit de parler à haute voix le polonais dans les lieux publics — institutions, magasins, rues.

Ce joug s'exerçait de même sur l'Ukraine. Le seul mot d'« Ukraine » était considéré comme séditieux ; on lui substitua le nom de « Petite-Russie ». La publication de livres et de journaux en ukrainien était interdite ; on interdisait l'enseignement de la langue maternelle même dans les écoles privées, ainsi que son usage en public. Cette oppression eut un effet désastreux sur la culture du peuple ukrainien. Avant son annexion à la Russie, l'Ukraine, sous le rapport culturel, se plaçait au-dessus de la Grande-Russie. À la fin du siècle dernier, les provinces ukrainiennes accusaient un pourcentage d'illettrés surprenant même pour la Russie tsariste.

À l'aide de l'armée et de l'appareil d'État — l'école russe officielle et la religion orthodoxe, — le gouvernement tsariste réalisait la russification, partout et sans merci. Le fait que la plupart des peuplades asservies étaient des nationalités à culture arriérée facilitait encore cette tâche. Bien que l'impérialisme russe eût affaire à des nationalités qui, par leur niveau économique et culturel, n'étaient pas inférieures, et même étaient parfois supérieures aux Grands-Russes (comme, par exemple, les Polonais, les Finnois, les Estoniens, les Lettons, en partie les Géorgiens, les Arméniens, les Ukrainiens, etc.), cela ne l'empêchait pas d'œuvrer à la russification avec la même férocité et la même intransigeance. Alexandre I^{er}, en s'emparant de la Finlande, avait promis d'y maintenir l'autonomie administrative d'État, dont elle avait bénéficié sous la domination de la Suède. Mais le gouvernement russe liquida peu à peu cette autonomie, décidé qu'il était à mettre la Finlande au niveau du reste du pays, quant à la privation des droits. Depuis longtemps, la Pologne était écrasée sous le talon du gendarme tsariste.

⁷¹ *Code des lois, circulaires et références touchant l'instruction publique dans la période de transition.* Moscou, 1906, p. 155.

Même la réforme étriquée que fut la création d'organismes dits d'autonomie administrative locale (zemstvos et doumas municipales), ne s'étendait pas à la Pologne. Celle-ci n'avait pas été autorisée non plus à instituer un corps de jurés. De nombreuses restrictions juridiques furent établies pour les Polonais dans les administrations publiques et dans l'armée.

Les Juifs étaient tout particulièrement lésés dans leurs droits, en Russie tsariste. Les droits de séjour et la liberté de déplacement leur étaient limités. Seuls, faisaient exception les Juifs riches, les marchands de première guilde, ainsi que les personnes ayant une formation universitaire. La politique de classe, que le gouvernement tsariste pratiquait également dans la question nationale, se traduisait par l'octroi de certains passe-droits aux couches possédantes de la population non russe. Néanmoins, en comparaison du bourgeois et du propriétaire foncier russes qui exerçaient leur domination, le marchand juif ou arménien se sentait spolié. L'accès des Juifs aux écoles était limité par une norme, celui des fonctions d'État et des chemins de fer leur était fermé, etc. Comme lieu d'habitation, on leur avait assigné une zone dite « zone d'établissement ». Entassées dans les villes et les bourgs de Pologne et de Lituanie, de Russie-Blanche et d'une partie de l'Ukraine, les masses juives étaient vouées à une misère sans fond.

Les autorités tsaristes rançonnaient de la façon la plus éhontée les populations indigènes. La concussion, largement répandue dans la Russie tsariste en général, prenait des proportions incroyables dans les lointaines périphéries. Des nuées de fonctionnaires, voraces comme des sauterelles, arrachaient les dernières miettes aux travailleurs des nationalités opprimées. En Asie centrale, la colonisation russe eut cet effet que les impôts sur la population locale triplèrent ou quadruplèrent, et, dans certains cas, augmentèrent de quinze fois. La population dépérissait. Là où, avant l'arrivée des Russes, il y avait 45 agglomérations comptant 956 foyers, il ne restait, après vingt ans de colonisation, que 36 bourgs avec 817 foyers, dont 225 étaient désertés. Ces faits sont rapportés par des voyageurs qui visitèrent, à la fin du siècle dernier, les régions habitées par les Ouzbeks. Il est évident que le tableau brossé par eux de toutes les horreurs des colonies tsaristes n'est pas complet, tant s'en faut : la censure du tsar ne l'aurait pas permis. Mais ils n'en parlent pas moins de la répression sanglante des indigènes à la moindre tentative de révolte. Des kichlaks entiers étaient réduits en cendres, parce que le cadavre d'un Russe assassiné avait été découvert dans le voisinage.

L'appel lancé par un officier russe qui, en 1910, réprima un soulèvement à Katta-Kourgan, annonce avec un parfait cynisme que

une semelle de soldat russe vaut plus que mille têtes de malheureux Sartes⁷² [Ouzbeks].

Et ces ordres n'étaient pas un vain mot. Témoin la répression implacable de la population d'Andijan.

En 1898, une insurrection éclata parmi les Ouzbeks du Ferghana. À sa tête se trouvait Douktchi-Ichan, chef religieux de l'endroit, qui jouissait d'une immense popularité.

Dans la nuit du 17 au 18 mai, une colonne d'indigènes, armés de couteaux, de masses de fer et d'épieux, attaquait les casernes d'Andijan. 19 soldats furent tués. Toutefois les troupes tsaristes réussirent à écraser rapidement l'insurrection. Des centaines d'Ouzbeks, qui n'avaient pas même participé au soulèvement, furent massacrés. On rasa les kichlaks qu'avaient habités les dirigeants de l'insurrection, et on bâtit sur cet emplacement des agglomérations russes. Pour récupérer les dommages évalués à 130 000 roubles, on vendit à l'encan non seulement le bien des condamnés, mais aussi celui des membres de leur famille. 18 personnes furent pendues, 362 se virent infliger de quatre à vingt ans de travaux forcés.

Il n'est pas étonnant que les peuples de l'Asie centrale, comme du reste ceux des autres colonies, tremblent au seul mot de « russe ». Le moindre représentant de l'administration tsariste, le dernier des agents de police, se sentait le maître absolu des « sauvages » soumis à son autorité. Tout le système d'administration visait à maintenir les conditions nécessaires à l'oppression nationale. L'État et l'Église engageaient la population russe à ne pas considérer comme un être humain l'« allogène non baptisé ».

Le gouvernement russe, afin de conjurer la révolution agraire, s'appliquait à satisfaire les besoins en terre d'une partie de ses paysans au détriment des peuples opprimés. Les colonies étaient livrées à l'exploitation et au pillage des gros paysans et des cosaques.

En même temps, ces paysans et ces cosaques, transférés dans les régions périphériques, fournissaient à l'autocratie un appui dans sa lutte contre la population indigène.

⁷² S. Dimanchtéïne, *Le passé et le présent. La vie des peuples de l'U.R.S.S.*, pp. 20-21, Moscou, 1924.

Les plus gros propriétaires fonciers représentés par les partis de « l'Union du peuple russe », les « nationalistes », etc., avec la clique militaire, la bureaucratie et la presse monarchiste (*Zemchtchina*, *Rouskoïé Znamia*, *Novoïé Vrémia*, *Moskovskié Védmosti*, *Ioujni Kraï* de Kharkov, *Kavkaz* de Tiflis, *Kievlianine* et d'autres journaux) menaient une furieuse campagne nationaliste contre les « allogènes » ; avec un raffinement particulier, ils attisaient l'antisémitisme, organisaient les pogroms en Ukraine, les massacres arméno-turkis en Transcaucasie, etc. De son côté, le gouvernement encourageait les haines nationales entre les différentes peuplades. En les excitant les unes contre les autres, le tsarisme affermissait sa domination sur les nationalités opprimées, prévenait leur union éventuelle, la création d'un front unique des peuples opprimés contre l'autocratie russe.

La politique du tsarisme parmi les nationalités opprimées pouvait se traduire par le mot d'ordre politique de l'ancienne Rome : « Diviser pour régner. »

Toute la population de l'Empire de Russie était nettement divisée en deux camps : d'un côté, les Grands-Russes, auxquels on inculquait l'idée qu'ils représentaient la nation dominante, privilégiée ; d'un autre côté, les peuples dépendants, ne jouissant pas de la plénitude des droits.

Un des leaders du parti l'« Union nationale de toute la Russie » écrivait dans le *Novoïé Vrémia* (le Temps nouveau), journal édité par Souvorine et qui, même parmi la presse ultra-réactionnaire, se signalait par l'acharnement qu'il mettait à exciter les haines nationales et à soutenir l'autocratie russe :

Nous, par la grâce de Dieu, peuple russe, possesseur des Grande, Petite et Blanche Russies, acceptons cette possession comme une grâce divine exceptionnelle, dont nous avons le devoir de faire cas et que nous sommes appelés à conserver par tous les moyens. Ce n'est pas sans peine que nous, Russes, avons gagné cette domination... Partager, sans rime ni raison, avec les petits peuples assujettis, les droits tsariens conquis, qu'y a-t-il de *raisonnable*, dites le nous, de grâce ! Au contraire, ce serait le comble de la faiblesse d'esprit politique ; ce serait une dilapidation historique, en tout point semblable à la façon dont les « fils à papa » chez les marchands, ayant hérité d'un million, se mettent à le jeter aux laquais et aux femmes déchuës. La nature elle-même a mis en avant la race russe, comme la plus vigoureuse et la plus douée entre toutes. L'histoire elle-même a démontré l'inégalité des petites tribus par rapport à nous.⁷³

⁷³ « L'union nationale », *Novoïé Vrémia* (le Temps nouveau), 5 juin 1908.

Les conceptions du nationalisme grand-russe apparaissaient avec le plus de relief dans le programme de l'ultra-réactionnaire « Union du peuple russe ». Il y était dit :

C'est au peuple russe, « rassembleur » de la terre russe, qui a créé un grand et puissant État, qu'appartient le rôle primordial dans la vie et l'édification de l'État. Toutes les institutions de l'État russe s'allient dans leur ferme volonté de soutenir sans défaillance la grandeur de la Russie et les droits de préséance du peuple russe, mais cela sur la stricte base de la légalité, pour que la multitude des allogènes, vivant dans notre patrie, considèrent comme un honneur et un bienfait de faire partie de l'Empire de Russie, et pour que leur dépendance ne leur pèse point...⁷⁴

La politique nationale des Cent-Noirs trouvait une approbation entière auprès des Partis octobriste et « nationaliste ». Le premier point du programme du Parti « nationaliste » portait la « consolidation de l'État russe sur les bases du pouvoir autocratique ».⁷⁵

Les partis bourgeois plus modérés, comme les cadets, qui s'intitulaient Parti de la « liberté du peuple », et les autres qui traduisaient les intérêts des propriétaires capitalistes et du capital industriel, principalement de l'industrie légère, c'est-à-dire des groupes qui, plus que les autres, avaient besoin du marché intérieur, s'attachaient à réaliser leurs buts nationalistes par certaines concessions apparentes faites aux éléments bourgeois des nationalités opprimées. Mais il est évident que ces partis, eux non plus, n'avaient aucune hésitation dans les questions relatives à l'unité de l'État russe et aux nouvelles conquêtes de territoires. Le mot d'ordre de la « Russie une et indivisible » était commun à l'ensemble du camp bourgeois.

Parlant de la position des cadets dans la question nationale, Lénine demandait en quoi ils se distinguaient du nationalisme et du chauvinisme du *Novoïé Vrémia* et consorts, et il répondait :

Rien que par leurs gants blancs et aussi par des tournures plus diplomatiques et plus prudentes. Mais le chauvinisme, même ganté de blanc et avec des tournures de phrase les plus recherchées, est ignoble.⁷⁶

Les partis dits socialistes, qui en paroles reconnaissaient le droit des nationalités opprimées à disposer d'elles-mêmes, en fait défendaient aussi

⁷⁴ V. I. Tcharnolouski, *Les partis, unions et ligues russes*. Recueil de programmes. Pétersbourg, 1906, p. 119.

⁷⁵ « Les statuts de l'Union nationale de Russie », *Novoïé Vrémia*, 6 juin 1908.

⁷⁶ V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XVI, p. 176, édit. russe.

l'intégrité inviolable de l'État russe. Le Parti socialiste-révolutionnaire, qui s'affirmait pour l'édification de l'État sur des bases fédératives, n'accordait pas cependant aux nations le droit de se séparer pour se constituer en États ; il bornait la solution du problème national au domaine de la culture et de la langue.

Les partis nationalistes qui existaient dans les limites de la Russie — le Parti socialiste polonais parmi les Polonais, le *Dachnaksoutioun* parmi les Arméniens, le Bund parmi les Juifs, etc. — donnaient en somme un caractère bourgeois à la question nationale, en s'affirmant pour l'organisation par nationalités de la classe ouvrière. Chacun de ces partis ramenait la question nationale aux étroits problèmes de sa nationalité, traduisant le point de vue des couches petites-bourgeoises et faussant la politique prolétarienne internationale. Le projet d'« autonomie culturelle-nationale » était justement une de ces « solutions » de la question nationale. Formulé par les social-démocrates autrichiens, ce projet trouva l'appui du Bund juif et rencontra un écho sympathique parmi les menchéviks, y compris ceux du Caucase ; il se réduisait à substituer au mot d'ordre bolchévik du droit des nations à disposer d'elles-mêmes jusqu'à la séparation, le mot d'ordre nationaliste petit-bourgeois de l'organisation d'unions nationales à l'échelle de l'État, qui dirigeraient les affaires scolaires, culturelles et autres de chaque nationalité.

Staline indiquait que l'autonomie culturelle-nationale

brise le mouvement de classe unique pour former de petits ruisseaux nationaux distincts... ; propageant les idées nocives de la défiance réciproque et de l'isolement des ouvriers des diverses nationalités.⁷⁷

En même temps, l'autonomie culturelle-nationale revenait à préconiser le mot d'ordre d'union des classes. Ainsi les menchéviks, dans la question nationale également, désertaient les positions internationalistes de classe du prolétariat.

En élaborant sous la direction de Lénine et de Staline leur politique nationale, les bolchéviks tenaient compte de l'importance énorme de la question nationale dans la révolution prolétarienne, surtout dans les conditions de la Russie, où les nationalités non-russes formaient la majorité de la population (56,7 %) et les Grands-Russes, la minorité (43,3 %). Le Parti

⁷⁷ J. Staline, *Le marxisme et la question nationale*, p. 36, Éditions sociales, Paris, 1946.

bolchévik employait tous ses efforts pour empêcher la scission entre le prolétariat russe et les ouvriers des autres nationalités.

Lénine et Staline ont fait une critique serrée des programmes des partis bourgeois et petits-bourgeois, touchant la question nationale. La conférence du Parti bolchévik de septembre 1913, dite « conférence d'août ou d'été du Comité central », confirma le point de vue fondamental du Parti quant à la question nationale sur le rapprochement des travailleurs en marquant que

les intérêts de la classe ouvrière exigent la fusion des ouvriers de toutes les nationalités d'un État donné dans des organisations prolétariennes uniques, politiques, syndicales, coopératives et éducatives, etc.

...En ce qui concerne le droit des nations opprimées par la monarchie tsariste à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire à se séparer et à se constituer en États indépendants, le Parti social-démocrate doit incontestablement défendre ce droit... C'est ce qu'exige... la cause de la liberté de la population grande-russe elle-même, qui est incapable de fonder un État démocratique, aussi longtemps que ne sera pas déraciné le nationalisme grand-russe ultra-réactionnaire, soutenu par la tradition des répressions sanglantes infligées aux mouvements nationaux, et qui n'est pas seulement systématiquement cultivé par la monarchie tsariste et tous les partis de la réaction, mais aussi par le libéralisme bourgeois grand-russe, à plat ventre devant la monarchie, surtout à l'époque de la contre-révolution.⁷⁸

Tel était le point de vue léniniste-staliniste dans la question nationale.

Avant la guerre impérialiste, le mouvement bourgeois de libération nationale ne formulait pas la tâche directe de la séparation des nationalités de la Russie avec l'État russe.

La guerre, avec la défaite qui apparaissait imminente pour l'armée russe, suscita de fortes tendances séparatistes dans les groupes nationalistes bourgeois. Les forces centrifuges commencèrent à prendre le dessus. D'une part, la patience des nationalités était à bout ; d'autre part, l'on se rendait compte que les verrous de la « prison des peuples » avaient perdu de leur solidité, et qu'en exerçant une poussée suffisante on pouvait les faire sauter à jamais.

Dans les régions périphériques peuplées de nationalités non-russes, l'effervescence commençait contre le tsarisme russe. En Asie centrale, elle aboutissait, en 1916, à un vaste soulèvement, entraînant non seulement les Kazakhs — avant la Révolution on les appelait Kirghiz, — mais presque tous les peuples habitant la région des steppes (Kazakhstan) et le Turkestan.

⁷⁸ V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XVII, p. 12, édit. russe.

Les séparatistes bourgeois parmi les Polonais, les Finnois et les Ukrainiens intensifièrent leur activité et établirent un programme d'action nationaliste. Le mouvement de libération nationale marquait aussi une recrudescence parmi les Lituanais, les nationalités transcaucasiennes, etc. Les revendications nationales générales s'étaient accentuées à l'extrême, surtout parce que la guerre impérialiste avait été proclamée par la bourgeoisie comme une guerre faite prétendument pour défendre les nations faibles.

Les tendances à la séparation d'avec la Russie s'étaient traduites par l'organisation de congrès de nationalistes-séparatistes, à l'étranger. Une « Ligue des peuples de Russie » fut créée qui, en mai 1916, adressait au président des États-Unis, Wilson, une plainte collective dans laquelle était décrite la dure situation des nationalités en Russie.

Les pays belligérants s'inquiétaient vivement des tendances à la séparation qui se faisaient jour parmi les peuples habitant la Russie. Chacun d'eux voulait utiliser ce mouvement à ses fins propres.

Voici ce qu'écrivait pendant la guerre Pierre Chanterelle, personnalité française en vue, au président du Conseil Clemenceau :

Berlin encourage par tous les moyens les mouvements séparatistes, afin de se créer à l'Est une nouvelle clientèle politique et économique. L'Entente a toutes les raisons d'agir parallèlement à l'Allemagne, afin de lui enlever le fruit de ce travail. La Russie une et indivisible n'est plus. La France doit intervenir, afin d'en faire une fédération sur le principe de l'accord volontaire des parties contractantes. Les hommes d'État de l'Entente doivent comprendre que l'Allemagne viendra plus difficilement à bout de trois ou quatre capitales que de la seule Saint-Petersbourg.⁷⁹

Les nationalités opprimées constituaient d'importantes réserves où l'on puisait le matériel humain pour compléter les armées actives. Leurs membres étaient des esclaves accablés par la guerre, que la bourgeoisie elle-même, avec un franc cynisme, traitait de « chair à canon ».

La bourgeoisie des pays belligérants avait jugé nécessaire de proclamer hypocritement la boucherie impérialiste « guerre sainte pour l'affranchissement des nations faibles », pour s'assurer l'appui des peuples opprimés et de la population des colonies, et ruiner auprès d'eux l'autorité de l'adversaire. L'Allemagne, par exemple, cherchait à provoquer des

⁷⁹ *La Révolution et la question nationale*. Documents et matériaux sur l'histoire de la question nationale en Russie et en U.R.S.S. au XX^e siècle, 1917, Moscou. Éditions de l'Académie communiste, 1930, t. III, p. 22.

soulèvements en Irlande et dans les colonies des pays de l'Entente. Cette dernière, à son tour, dressait contre l'Autriche et l'Allemagne les Tchèques, les Polonais, etc.

Tout cela, joint à l'aggravation générale des antagonismes impérialistes, soulevait puissamment les vagues du mouvement de libération nationale. Celui-ci devenait un important facteur politique et, par endroits, même révolutionnaire.

Un des principaux fondements idéologiques du régime monarchique — la « Russie une et indivisible » — se trouvait, déjà à cette époque, fortement ébranlé par le cours des événements militaires qui allaient préparer et faciliter le succès de la révolution.

DEUX COMLOTS

La décomposition de l'armée était l'indice le plus marquant de la décadence générale du régime policier. La cour impériale, qui durant toute l'histoire des Romanov avait été une arène pour les intrigues, la corruption, les assassinats secrets, devint ouvertement un repaire de chevaliers d'industrie et de louches affairistes. Grigori Raspoutine, qui avait changé son vrai nom pour celui de Novykh, jouait à la cour un rôle immense. Paysan du village de Pokrovskoïé, district de Tioumen, il avait dans sa jeunesse erré de monastère en monastère, frayed avec les bigots, les pèlerins, les « innocents ». Bientôt il commença à « prophétiser » pour son compte, rassemblant autour de lui les « possédés ». À la campagne, on l'avait surnommé Gricha-le-devin. La renommée du nouveau « saint » arriva jusqu'à Pétersbourg, où le fanatisme religieux était largement répandu dans de nombreux salons de l'aristocratie. On fit venir Raspoutine à la capitale. Non dépourvu d'intelligence, le rusé moujik eut vite fait de s'adapter à la bigoterie des cercles de dignitaires.

Parmi les maisons princières, c'était à qui s'arracherait Raspoutine. Grigori produisait une forte impression sur les douairières hystériques et les grandes dames blasées, que l'ennui rongeait. Le chef du département de la police, S. P. Béletski, qui, de par sa fonction, surveillait le « saint homme » et qui, du même coup, usait de l'influence de ce dernier pour soigner sa propre carrière, avouait après la révolution, que Raspoutine avait pris des leçons d'hypnotisme. Dans les milieux aristocratiques, où se passait de bouche en

bouche les exemples de la « sainteté » de Raspoutine, on parlait du don miraculeux qu'il avait de guérir les malades. On invita Raspoutine à la cour. L'héritier du trône Alexis souffrait d'hémophilie — hémorragies spontanées — maladie contre laquelle la médecine reste encore impuissante. La superstitieuse tsarine recourait aux bons offices des pèlerins, des hypnotiseurs, menait son fils en pèlerinage baiser les saintes reliques. C'est sur le maladif attachement d'une femme hystérique pour son fils que spéculait Raspoutine ; il avait persuadé la tsarine que sans ses prières l'héritier mourrait. Raspoutine avait acquis une énorme influence à la cour.

Parlant de lui, l'impératrice écrivait à son époux :

Mon chéri, crois-moi, il te faut suivre les conseils de notre ami. Jour et nuit il prie pour toi avec *tant* d'ardeur. Il t'a préservé là où tu étais... Seulement il faut l'écouter, lui faire confiance et le consulter — ne pas croire qu'il puisse ignorer quoi que ce soit. Dieu lui dit tout.⁸⁰

L'appartement de Raspoutine, devenu un familier de la cour, était rempli de toute sorte de tripoteurs d'affaires et d'individus louches. Raspoutine envoyait aux ministres les demandes de concessions ou de postes, qu'il accompagnait d'un mot sans orthographe : « Mon chair, fais ça... » Pas une nomination ne se faisait sans le concours du « bedeau tsariste », comme on appelait le « saint ». Quand il fallut nommer le ministre de l'Intérieur, la tsarine écrivit à Nicolas II :

Mon aimé, A. [Vyroubova, dame d'honneur de la tsarine, et un des disciples les plus enragés de Raspoutine] vient de voir Andronikov et Khvostov ; ce dernier a produit sur elle une excellente impression. (Moi, je ne le connais pas et je ne sais que dire.) Il t'est très dévoué, il lui a parlé avec calme et favorablement de notre ami...⁸¹

Le fait d'avoir bien parlé de « l'ami » avait suffi à A. N. Khvostov pour passer ministre de l'Intérieur.

Le raspoutinisme, telle une mauvaise maladie, gangrenait le régime tsariste ; mais Raspoutine n'était pas seul à la cour. Tant s'en faut. Si les historiens bourgeois mettent en avant ce personnage, c'est pour cacher le fait que toute la clique des courtisans n'était qu'une mafia infâme, de la pourriture vivante. À la cour œuvraient avec succès des individus tels que le prince M. M. Andronikov, spéculateur, organisateur d'entreprises fictives de

⁸⁰ *Correspondance de Nicolas et Alexandra Romanov*, t. V, p. 160, Moscou, 1927.

⁸¹ *Idem*, t. III, p. 283, Moscou, 1923.

toute sorte et de vastes opérations lucratives, telles que l'achat, avec la complicité du ministre de la Guerre Soukhomlinov, de terres irriguées en Asie centrale. Un des secrétaires de Raspoutine, Manassévitch-Manouïlov, agent de la police secrète, collaborateur au journal réactionnaire *Novoïé Vrémia*, se livrait avec une telle absence de scrupules à de honteux tripotages et à la concussion, que la police dut même l'arrêter. Mais la tsarine s'en mêla. Le 10 décembre 1916, elle écrivait à Nicolas II :

Sur le dossier de Manouïlov je te *prie* d'écrire « *Classer l'affaire* », et de le renvoyer au ministre de la Justice. Batiouchine, entre les mains de qui se trouvait cette affaire, s'est présenté lui-même chez A. [Vyroubova] pour demander que l'affaire fût classée, s'étant enfin convaincu que cette histoire malpropre avait été montée pour nuire à notre ami.⁸²

Ce qui caractérisait le régime des Romanov, ce n'était pas Raspoutine, mais le raspoutinisme — sombre fanatisme, exaltation religieuse, pauvreté d'esprit et putréfaction morale, qui avaient trouvé dans Raspoutine leur expression la plus éclatante.

Au désastre qui s'étendait, le tsarisme ne put opposer que de nouvelles repréailles et le renforcement d'un régime déjà bien assez draconien. Les derniers vestiges des syndicats ouvriers avaient été dispersés. Les villes industrielles étaient implacablement épurées des éléments « suspects » d'esprit révolutionnaire. Les prisons étaient archi-combles. Mais les ministres étaient incapables d'enrayer la catastrophe. On les renvoya. Et ce fut un chassé-croisé ministériel. En deux années de guerre, s'étaient succédé quatre présidents du Conseil : I. L. Gorémykine, B. V. Sturmer, A. F. Trépov, N. D. Golitsyne ; six ministres de l'Intérieur ; trois ministres de la Guerre ; trois des Affaires étrangères. Ils apparaissaient, oscillaient quelque temps à la surface, puis disparaissaient. On appelait cela le « chassé-croisé ministériel ». On avait ironiquement surnommé le Conseil des ministres « collège culbutant ». La distribution des portefeuilles était suspendue aux références d'individus louches, à l'avis de la « chambre étoilée », comme on appelait le cercle de Raspoutine. Souvent intervenaient aussi d'autres motifs. En insistant pour que Nicolas II nommât Sturmer président du Conseil des ministres, la tsarine écrivait que la tête du nouveau candidat était « *parfaitement* fraîche »⁸³. N. A. Maklakov, comme il l'avouait lui-même, devait son portefeuille de ministre de l'Intérieur aux circonstances

⁸² *Correspondance de Nicolas et Alexandra Romanov*, t. V, p. 175.

⁸³ *Idem*, t. IV, p. 29, Moscou, 1926.

suivantes : lorsque Nicolas II, après l'assassinat de Stolypine, arriva de Kiev à Tchernigov où Maklakov était gouverneur, « il faisait un temps superbe, il y avait de la bonne humeur, de l'entrain »⁸⁴. On distingua le gouverneur. Maklakov était indispensable à la cour : il savait chanter comme un coq, il imitait la « panthère en mal d'amour » et d'autres animaux. Ces qualités de pitre suffisaient pour obtenir un ministère.

Ni les fréquents *salto-mortale* des ministres, ni les prières « diurnes et nocturnes » de l'« ami », rien n'y faisait. Le pays et l'armée se pénétraient de plus en plus de l'esprit révolutionnaire. Les vieux antagonismes s'exaspéraient avec une force nouvelle, créant et accumulant de jour en jour les éléments d'une situation révolutionnaire.

La ruine générale se révéla avec force dans la crise alimentaire de l'automne 1916. Les arrivages de blé avaient fortement baissé. Pétrograd ne recevait chaque jour qu'un tiers des wagons qui lui étaient dus. Des files énormes stationnaient aux portes des magasins de comestibles. On y venait dès le point du jour, on y restait des nuits entières, et, au matin, seule une partie de ceux qui avaient fait queue recevait la portion congrue. Ces files interminables jouaient le rôle de meetings et tenaient lieu de tracts révolutionnaires. C'est là qu'on se passait les nouvelles du jour. Souvent des agitateurs, prenant la parole, expliquaient qui étaient les fauteurs des difficultés d'approvisionnement. L'effervescence des grandes masses montait avec rapidité. Le chef de la gendarmerie de Perm communiquait le 18 octobre 1916 :

Les esprits sont alarmés ; une impulsion suffirait pour que la population révoltée par la vie chère passât à la révolte déclarée.⁸⁵

Le chef de l'Okhrana de Moscou rapportait le 20 octobre :

En ces jours de crise, la tension d'esprit des masses à Moscou en vient au point qu'il y a lieu de s'attendre à ce qu'elle entraîne une série de graves excès.⁸⁶

⁸⁴ *La chute du régime tsariste*. Compte rendu sténographique des interrogatoires et dépositions faits en 1917 devant la commission d'enquête extraordinaire instituée par le Gouvernement provisoire, t. III, Léninegrad, *Gossizdat*, 1925, p. 85.

⁸⁵ *Archives de la révolution et de la politique extérieure*. Dossier du département de la police. Rôle spécial n° 167, vol. 56, f. 80.

⁸⁶ *Idem*, rôle spécial n° 167, vol. 46, f. 71

Le gouvernement tenta d'apaiser le peuple. Le ministre de l'Agriculture, comte A. A. Bobrinski, donna des éclaircissements, mais ses interviews avec les journalistes ne firent qu'alimenter une nouvelle effervescence. Les masses apprirent que la politique alimentaire était dirigée par un gros propriétaire foncier, un sucrier bien connu, un millionnaire étranger et hostile au peuple.

Le Parti bolchévique, malgré les arrestations qui avaient arraché de ses rangs des dirigeants en vue (peu de temps auparavant, dans la nuit du 20 au 21 juillet 1916, 30 personnes avaient été arrêtées, parmi lesquelles les membres du comité de Saint-Petersbourg), avait rétabli au début de l'automne ses organisations et déployé une activité intense. Les groupes bolchéviques se ranimèrent dans les usines. Certains de ces groupes avaient fusionné et formé des organisations de quartier. La diffusion des publications révolutionnaires s'était accentuée. À la mi-octobre paraissait dans la capitale un tract intitulé : *Au prolétariat de Saint-Petersbourg* ; le comité bolchévique de la ville déclarait :

La vie devient chaque jour de plus en plus difficile... La guerre criminelle, outre les millions de tués et d'estropiés qu'elle cause... est génératrice d'autres malheurs : la crise alimentaire et, avec elle, la vie chère. Le terrible spectre du Tsar-Famine... menace à nouveau l'Europe... Assez de patience et de silence ! Pour remédier à la vie chère et prévenir la famine toute proche, vous devez lutter contre la guerre, contre tout le système de violences et de rapines.⁸⁷

L'appel du Parti tombait sur un terrain chauffé à blanc. Le 17 octobre, débrayait l'usine Renault, du quartier Vyborg, à Pétersbourg. Les ouvriers se dirigèrent vers les autres entreprises. Bientôt la foule des manifestants submergeait la perspective Sampsonievski. Devant les casernes du 181^e régiment, la police ayant voulu arrêter un agitateur en fut empêchée par la foule. Les soldats firent irruption dans la rue et lapidèrent les agents de police. On appela le commandant du régiment. Excités, les ouvriers et les soldats brisèrent l'automobile et blessèrent le colonel. Tard dans la soirée, les officiers firent venir le détachement des élèves-caporaux. Il se posta entre les casernes et les manifestants, mais malgré l'ordre trois fois répété il refusa de tirer sur la foule. Les cosaques arrivèrent au galop, mais eurent visiblement peur des soldats armés. Les ouvriers s'en furent débaucher les autres usines. Le lendemain, la plupart des entreprises du quartier Vyborg étaient en grève. Elles chômèrent pendant trois, quatre jours.

⁸⁷ *Au prolétariat de Pétersbourg*. Tract du P.O.S.D.R. Comité de Pétersbourg, 1916.

L'affaire des matelots, arrêtés pour avoir fondé une organisation bolchévique dans la flotte de la Baltique, devait être jugée les 25 et 26 octobre. Les bolchéviks appelèrent les prolétaires de Pétrograd à protester contre la justice tsariste. Le 25 octobre, des dizaines de milliers d'ouvriers descendirent dans les rues de la capitale, avec des chants et des pancartes : « À bas la guerre ! À bas la peine de mort ! » La police ne réussit pas à disperser la manifestation. Tout le jour, dans les différents quartiers de la ville, se déroulèrent des manifestations. En octobre, il y eut dans le pays près de 187 000 grévistes, chiffre quatre fois supérieur à celui du mois précédent (en septembre, 47 000), et de beaucoup supérieur au chiffre de n'importe quelle période de la guerre ; mais ce qui importait par-dessus tout, c'est que les grèves d'octobre revêtaient un caractère politique nettement prononcé, et se poursuivaient sous la direction de ce même Parti bolchévique que la police considérait comme entièrement liquidé. Le directeur du département de la police tirait vanité de cette liquidation, dans un rapport tardivement adressé au ministre de l'Intérieur. Le 30 octobre, au moment où le ministre lisait le compte rendu de la mise à sac du Parti bolchévique, il avait aussi entre les mains les bulletins parlant d'une nouvelle grève et d'une manifestation d'une ampleur inconnue depuis 1914. Ce qui inquiétait surtout les classes dominantes, c'est que cette fois les ouvriers entraînaient les soldats dans le mouvement.

Sentant l'approche de l'orage, la bourgeoisie s'en alla frapper à la porte de l'autocratie. Celle-ci, maintenant, était nécessaire à la bourgeoisie, non seulement pour continuer la guerre jusqu'à la victoire, mais aussi pour combattre la révolution, dont les cadets alarmés constataient l'ascension rapide. À la séance du comité de Moscou du Parti cadet, le 23 septembre, Kichkine, personnalité en vue de ce Parti, s'attacha à démontrer que l'incapacité du gouvernement menait le pays à la révolution : Kichkine espérait ainsi effrayer le gouvernement et le jeter dans les bras des cadets et obliger l'autocratie à faire des concessions. Les 23-24 octobre 1916, le Parti cadet tint une conférence à Moscou. Celle-ci, de l'aveu même de l'Okhrana dont les agents assistaient aux séances, montra « une peur démesurée devant la révolution ». Milioukov mit en garde contre l'encouragement des « instincts révolutionnaires » :

Notre tâche sera, non point d'achever le gouvernement, ce qui reviendrait à soutenir l'anarchie, mais à lui donner un contenu tout à fait nouveau, c'est-à-dire à

justifier l'ordre constitutionnel juridique. Voilà pourquoi, malgré tout, le sens de la mesure est indispensable dans la lutte contre le gouvernement.⁸⁸

Ainsi parlaient les cadets, et tout le bloc progressif de la Douma adopta la même position. Les opposants de la veille ne parlaient plus de lutter contre le gouvernement dans l'intérêt de la guerre, mais de l'aider dans la lutte contre la révolution. Or, la monarchie ne pouvait déjà plus venir à bout ni de l'une ni de l'autre. Les dures défaites sur le front avaient montré l'incapacité du tsarisme à mener une guerre victorieuse. La désorganisation sans cesse accrue attestait son impuissance à tirer le pays de l'impasse. Sitôt connus l'ampleur et le caractère de la grève de Pétrograd des 25 et 26 octobre, la bourgeoisie adopta un langage différent, plus ferme. Le 3 novembre, à la Douma d'État, Choulguine, député de droite, déclarait :

...Nous aurions souffert, pour ainsi dire, jusqu'à la dernière limite. Et si maintenant nous parlons d'une façon tout à fait franche et ouverte pour désavouer nettement ce pouvoir, si nous levons contre lui le drapeau de la lutte, c'est uniquement parce que nous sommes vraiment arrivés à la limite, parce que des choses se sont produites qu'il n'est plus possible de tolérer.⁸⁹

À la même séance, le cadet Maklakov déclara :

Nous ne pouvons plus, messieurs, continuer à collaborer avec ce gouvernement ; nous ne pouvons que le gêner, comme il nous gênera de son côté, mais le travail en commun est devenu absolument impossible. Et l'on n'a qu'à choisir : Nous ou lui.⁹⁰

Un peu plus tôt — le 1^{er} novembre — Milioukov avait pris la parole à la Douma. Communiquant un certain nombre de faits précis tirés de la pratique maladroite et vénale du gouvernement, Milioukov demandait : « Qu'est-ce que cela ? sottise ou trahison ? »⁹¹. Le leader des cadets critiquait violemment Sturmer, président du Conseil, qu'il accusait de trahir les intérêts de la Russie. Milioukov parlait des « forces ténébreuses »⁹² qui entouraient le trône. Avec beaucoup de précaution, il parla de la trahison tout au sommet, faisant allusion à l'impératrice que la rumeur accusait de sympathiser avec les Allemands. Et voici le point central du discours de

⁸⁸ *Archives de la révolution et de la politique extérieure*. Dossier n° 27 de l'Okhrana, 1916, f. 73.

⁸⁹ *La IV^e Douma d'État*, 5^e session, Compte rendu sténographique, Petrograd, 1916, colonne 68.

⁹⁰ *Ibidem*.

⁹¹ *Ibidem*.

⁹² *Ibidem*.

Milioukov : le gouvernement n'est pas en mesure de mener la guerre jusqu'à la victoire finale. Au nom de tout le bloc progressif, S. Chidlovski fit cette déclaration officielle :

De nouveau nous élevons aujourd'hui notre voix, non plus cette fois pour avertir du danger qui menace, mais pour déclarer que le gouvernement, dans sa composition actuelle, est incapable d'avoir raison de ce danger... [et qu'il doit] céder la place aux hommes qu'unit une même compréhension des tâches du moment et prêts, dans leur activité, à s'appuyer sur la majorité de la Douma d'État et à en réaliser le programme.⁹³

La bourgeoisie n'exigeait plus cette fois un « ministère de confiance », mais un ministère responsable devant la Douma. Ce gouvernement aurait pu, de l'avis des leaders de l'opposition, écraser la révolution et continuer la guerre.

Si violentes que fussent les attaques de la bourgeoisie contre l'autocratie, elle s'évertuait à souligner que l'acuité de sa lutte s'expliquait par la menace de la révolution. Le même Choulguine disait à la Douma :

Cette lutte est le seul moyen de conjurer ce que peut-être l'on doit craindre plus que tout, — de conjurer l'anarchie, l'absence de pouvoir.⁹⁴

L'intervention du bloc progressif reçut également l'appui de l'extrême-droite. Pourichkévitich critiqua violemment le gouvernement et les « forces ténébreuses » qui gouvernaient le pays.⁹⁵ Même le Conseil d'État, où étaient choisis les hommes les plus dévoués au trône, même cette chambre de dignitaires réactionnaires adopta, le 22 novembre, une résolution sur le changement de ministère.⁹⁶ Le congrès de la noblesse unifiée parla, lui aussi, des « forces ténébreuses » et de la formation d'un nouveau gouvernement. La résolution adoptée par la noblesse indiquait, il est vrai, que le nouveau ministère devait être responsable seulement devant le monarque⁹⁷; mais, même sous cette forme, la déclaration du congrès attestait une rupture entre l'équipe dirigeante et une certaine partie de ses amis de classe. Ceux-là même qui, en automne 1915, avaient crié haro sur le

⁹³ *La IV^e Douma d'État*, 5^e session, Compte rendu sténographique, Petrograd, 1916, colonne 68.

⁹⁴ *Idem*.

⁹⁵ *Idem*.

⁹⁶ « Conseil d'État ». Séance du 22 novembre. *Rouskoïé Slovo*, n° 270, du 23 novembre et n° 274, du 27 novembre 1916.

⁹⁷ « Le congrès de la noblesse unifiée ». *Rouskoïé Slovo*, n° 275, 29 novembre 1916.

bloc progressif, en automne 1916 reprenaient les revendications de ce bloc. C'est ainsi que le terrain oscillait sous les pieds des classes dominantes du pays.

L'autocratie se trouva placée devant l'alternative : ou continuer la guerre et affronter le soulèvement des ouvriers et des paysans, ou pactiser avec les Allemands, afin d'atténuer le mécontentement révolutionnaire. Dans ce dernier cas, le tsarisme aurait à rencontrer la résistance de la bourgeoisie, laquelle avait besoin de la guerre comme d'une source intarissable de profits, comme d'un moyen pour conquérir de nouveaux débouchés. Le tsar et son entourage prirent le parti d'en finir avec la guerre, dans l'idée qu'il serait plus facile d'avoir raison de l'opposition de la bourgeoisie que d'un soulèvement des masses.

Mais il eût été hasardeux de déclarer ouvertement son intention : les milieux bourgeois étaient trop excités, et d'ailleurs les Alliés aussi surveillaient depuis longtemps, avec une méfiance accrue, la politique de l'autocratie.

Plus d'une fois depuis le début de la guerre, la bourgeoisie russe s'était plainte aux impérialistes anglo-français des entraves que l'on mettait à son activité « patriotique ». Ce qui intéressait les capitalistes étrangers, ce n'était pas seulement l'armée tsariste, sans laquelle il eût été vain de songer à battre l'Allemagne. Dans nombre de productions — métallurgie, produits chimiques — une grande partie de l'industrie russe appartenait au capital étranger. La bourgeoisie anglaise et française avait intérêt à ce que le lucratif « travail pour la défense » se fit sans à-coups. Fin mars 1916, Rodzianko fut invité par les gouvernements d'Angleterre, de France et d'Italie à leur envoyer une délégation de la Douma d'État, qui irait s'initier au travail de l'industrie de la défense, à l'étranger. Au printemps de 1916, un groupe de députés, dont Milioukov et Protopopov, partirent pour l'étranger. En avril 1916, arrivaient à leur tour en Russie des représentants des gouvernements étrangers : Albert Thomas, personnalité en vue de la II^e Internationale, et Viviani, tous deux « socialistes », membres du ministère français. On prépara soigneusement Nicolas II à cette rencontre avec les délégués ; on l'assura que, bien que « socialistes », ils consacraient toutes leurs forces à la défense de la patrie impérialiste.

Voici la caractéristique que donna de l'un d'eux Poincaré, alors président de la République française, surnommé « Poincaré-la-Guerre » pour sa politique impérialiste nettement prononcée :

...M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'État, ministre des Munitions, a dirigé, en France, avec une remarquable intelligence et avec un zèle infatigable, la fabrication des pièces d'artillerie et des obus... Il a contribué à développer, en France, une production qui était, et est encore malheureusement, beaucoup trop limitée chez tous les Alliés. Il a rassemblé, à cet effet, dans une action commune, l'initiative de l'État et celle de l'industrie privée, il s'est assuré le fidèle concours des patrons et des ouvriers ; et, depuis de longs mois, toutes les forces productrices du pays sont employées à accroître notre matériel de guerre...⁹⁸

Certificat décerné à la II^e Internationale tout entière, pour son ardeur à servir l'impérialisme.

Albert Thomas était venu en Russie pour obtenir une amélioration de l'industrie de la défense et l'envoi de 400 000 soldats russes en France. Thomas et Viviani séjournèrent en Russie jusqu'au 17 mai 1916. Ils visitèrent les entreprises de guerre, s'entretenirent avec les plus gros capitalistes, les généraux, avec l'empereur ; ils s'appliquèrent à écarter tous les obstacles qui gênaient le fonctionnement de l'industrie de la défense. Les « socialistes » français voulurent même « convertir » les ouvriers, mais ceux-ci leur firent un tel accueil que Thomas estima nécessaire de conseiller à l'autocratie de prendre contre eux des mesures spéciales. Albert Thomas, comme le dit Paléologue, déclara au président du Conseil des ministres, B. Sturmer :

Vos usines ne travaillent pas assez, elles pourraient produire dix fois plus... Vous devriez militariser vos ouvriers.⁹⁹

Au tsar russe, déjà bien assez renommé pour sa sauvage exploitation du prolétariat, les leaders de la II^e Internationale proposaient de faire des ouvriers des esclaves militaires.

L'ambassadeur anglais George Buchanan avait maintes fois signalé à Nicolas II la gravité de la situation en Russie. Plus la Russie essayait de défaire, plus pressants se faisaient les « conseils » de l'ambassadeur anglais. Buchanan poursuivait littéralement le tsar, l'informant de chaque menu fait susceptible d'être interprété comme défavorable à l'Angleterre. La conduite de l'ambassadeur anglais en Russie ne différait guère de celle que pouvait avoir son collègue au Siam, par exemple. Finalement, ces recommandations continuelles firent perdre patience à Nicolas II. Dès lors celui-ci ne reçut plus

⁹⁸ V. P. Sémennikov, *La Monarchie à la veille de son écroulement, Papiers de Nicolas II et autres documents*, Moscou, Gossizdat, 1927, p. 9.

⁹⁹ Maurice Paléologue, *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre*, t. II, p. 264, Plon, Paris.

l'ambassadeur sans cérémonies, comme à l'ordinaire, mais en grande tenue, donnant à entendre à Buchanan qu'il eût à garder une attitude strictement officielle et à s'abstenir de donner des « conseils ». Cette conduite n'atteignit pas son but. Au contraire, Buchanan passa aux menaces directes. Lorsque Nicolas II fit remplacer le ministre des Affaires étrangères S. D. Sazonov par B. V. Sturmer, que l'on disait partisan de la paix avec l'Allemagne, Buchanan télégraphia à Londres :

Il (Sturmer) est, au dire de tous, germanophile de cœur. Réactionnaire déterminé, il est, de plus, d'accord avec l'impératrice pour souhaiter le maintien de l'autocratie intégrale... Si l'empereur continue à soutenir ses conseillers réactionnaires actuels, une révolution est, je le crains, inévitable.¹⁰⁰

Le collègue français de Buchanan exprima, en des termes encore plus tranchés, son attitude envers la politique de Nicolas II. Dans ses mémoires, Maurice Paléologue se compare souvent à cet ambassadeur français du XVIII^e siècle, La Chétardie, qui aida, comme on sait, Élisabeth Pétrovna à détrôner Anna Léopoldovna. La démission de Sazonov fit faire à Paléologue une autre comparaison historique. L'ambassadeur consigna dans son journal l'entretien suivant avec la grande-duchesse Marie Pavlovna :

— Que faire ?... Depuis quinze jours, nous nous épuisons tous à essayer de lui démontrer [à Nicolas II] qu'il perd la dynastie, qu'il perd la Russie, que son règne... va se terminer dans une catastrophe. Il ne veut rien écouter. C'est tragique !... Nous allons cependant tenter une démarche collective de la famille impériale...

— S'en tiendra-t-on à une démarche platonique ?...

Nous nous regardons en silence. Elle devine que j'ai dans la pensée le drame de Paul I^{er}, car elle me répond avec un geste d'épouvante :

— Mon Dieu ! que va-t-il se passer ?...¹⁰¹

L'ambassadeur n'hésitait pas à envisager un régicide, lorsqu'il lui semblait que Nicolas II ne gardait pas avec assez de fermeté sa fidélité aux Alliés. Cela étant, l'autocratie se voyait obligée d'user d'une extrême prudence dans ses plans. Le 10 novembre, le tsar renvoyait Sturmer que l'on accusait de trahison, et nommait à la présidence du Conseil A. F. Trépov, le frère de ce même gouverneur général de Saint-Petersbourg, qui, pendant la révolution de 1905, publia l'ordre fameux : « Ne pas ménager les

¹⁰⁰ George Buchanan, *My Mission to Russia and other diplomatic materials*, t. II, pp. 18-19, Cassel, Londres, 1923.

¹⁰¹ Maurice Paléologue, *ouv. cit.*, t. III, p. 159.

cartouches. » Trépov était le fils du chef de la police de Saint-Pétersbourg sur qui Véra Zassoulitch avait tiré le 24 janvier 1878. Gros propriétaire terrien de la province de Poltava, Trépov avait des attaches avec certains députés de la Douma, de par ses anciennes fonctions au gouvernement. Le 19 novembre, le nouveau président se présentait devant la Douma, et déclarait d'emblée que les Alliés céderaient Constantinople à la Russie. « Le peuple russe doit savoir pourquoi il verse son sang »¹⁰² ajouta Trépov, en annonçant aux propriétaires fonciers et à la bourgeoisie l'agréable nouvelle.

On présumait que ces concessions calmeraient momentanément les députés alarmés et que, par la suite, on pourrait prendre une nouvelle orientation. Nicolas II, ayant nommé Trépov que la cour accueillait avec méfiance, cherchait à rassurer la tsarine :

Il est rebutant d'avoir affaire à quelqu'un que l'on n'aime pas et en qui l'on n'a pas confiance... Mais il faut tout d'abord lui trouver un successeur, et puis le jeter dehors, après qu'il aura fait le gros ouvrage, — j'ai l'intention de le congédier lorsqu'il aura dissous la *Douma*. Que toute la responsabilité et toutes les difficultés retombent sur ses épaules, et non sur celles de l'homme qui prendra sa place.¹⁰³

Le complot de la clique tsariste se résumait en ceci : on pensait interdire les « unions », comme on appelait dans les milieux gouvernementaux les organisations bourgeoises, dissoudre la Douma d'État, en faire élire une autre parfaitement « domestiquée », concentrer dans les mains d'une « personne mandatée » la plénitude du pouvoir, conclure une paix séparée avec l'Allemagne et abattre la révolution.

Depuis longtemps déjà, l'on avait sondé le terrain pour préparer un traité de paix avec l'Allemagne. Dès 1915, alors que l'armée russe s'enfuyait éperdument de Galicie, des lettres étaient arrivées à Pétrograd, émanant d'une dame d'honneur de l'impératrice, M. A. Vassiltchikova. Celle-ci résidait en Autriche, dans son domaine. Vassiltchikova, comme cela était fréquent dans les hautes sphères de la société, était apparentée à des aristocrates allemands et à des dignitaires russes. On la connaissait à la cour. La dame d'honneur avait envoyé trois lettres à Nicolas II, lui proposant la paix au nom de Guillaume ; et puis, en décembre, elle était venue dans la capitale, pour obtenir un entretien avec le tsar. Les bruits d'une paix séparée s'étant répandus dans la société, on dut expulser Vassiltchikova de la capitale.

¹⁰² *Compte rendu sténographique de la 4^e Douma d'État*, 5^e session, Pétrograd, 1916, colonne 258.

¹⁰³ *Correspondance de Nicolas et d'Alexandra Romanov*, t. III, p. 192, Moscou, 1923.

En avril 1915, la tsarine recevait une lettre, de son frère, le duc de Hesse, qui proposait d'entamer les pourparlers de paix. Le duc, sans attendre la réponse, envoya à Stockholm un homme de confiance pour qu'il y eut une entrevue avec un représentant de l'autocratie. La tsarine écrivait au sujet de son frère, à Nicolas II :

Il a conçu le plan d'envoyer, à titre privé, un homme de confiance à Stockholm, qui se rencontrerait avec une personne envoyée par toi (à titre privé) ; et ils pourraient aider à arranger bien des difficultés momentanées... Erni [c'est ainsi qu'on appelait le duc dans l'intimité] y a envoyé déjà pour le 28 (il y a de cela deux jours, mais je ne l'ai appris qu'aujourd'hui) une personne qui ne peut rester là qu'une semaine. Aussitôt, j'ai écrit une réponse que j'ai envoyée à ce monsieur, pour lui dire que tu n'étais pas encore rentré et qu'il n'attendît pas ; que bien que tout le monde ait soif de paix, l'heure n'en est pas encore venue ¹⁰⁴.

Les parents du tsar décidaient en famille du sort des peuples. En 1916, des tentatives nouvelles furent faites pour entamer des pourparlers de paix avec l'Allemagne. En juillet, une entrevue eut lieu à Stockholm entre le représentant allemand Warburg et le vice-président de la Douma d'État, Protopopov, qui s'était rendu à la tête d'une délégation de la Douma à l'étranger. Au cours de l'entretien, Warburg exposa les conditions auxquelles l'Allemagne consentirait à signer la paix.

De retour en Russie, Protopopov fit part de son entretien dans les milieux de la Douma. Informé de l'entrevue de Protopopov à Stockholm, Nicolas II le fit aussitôt mander au palais. Selon l'aveu de Milioukov, on eut peur à la Douma « que cette proposition [de Warburg] ne fût prise au sérieux ». Milioukov pria Protopopov de regarder tout cet incident « comme un épisode fortuit de tourisme, et de l'exposer sous cette forme » ¹⁰⁵ à Nicolas II. Mais Protopopov savait sans doute comment gagner les bonnes grâces du tsar. « J'ai senti qu'il était resté très content de mon rapport » ¹⁰⁶, racontait Protopopov à l'interrogatoire, après la révolution de 1917. Il ne s'était pas trompé : le 18 septembre, sur la proposition de Raspoutine, on le nommait ministre de l'Intérieur par intérim. Ce faisant, Nicolas II poursuivait un double but. Protopopov, vice-président de la Douma et comptant parmi les octobristes, était président du Conseil des congrès de la métallurgie,

¹⁰⁴ *Correspondance de Nicolas et d'Alexandra Romanov*, t. III, p. 174, Moscou, 1923.

¹⁰⁵ *La chute du régime tsariste*. Compte rendu sténographique des interrogatoires et dépositions faits en 1917 devant la commission d'enquête extraordinaire instituée par le Gouvernement provisoire. T. VI, Léninegrad, *Gossizdat*, 1926, pp. 341-342.

¹⁰⁶ *Idem*, t. IV, Léninegrad, *Gossizdat*, 1925, p. 61.

c'est-à-dire qu'il avait de fortes attaches avec les milieux industriels, et était un gros propriétaire foncier : il possédait près de 5 000 hectares de terre dans la province de Simbirsk. Le tsar estimait qu'en confiant à Protopopov le ministère il se rapprochait de la bourgeoisie. D'un autre côté, Protopopov, créature de Raspoutine, s'était montré partisan de la paix séparée, ce qui faisait de lui un candidat commode pour réaliser la politique du tsar.

La nomination de Protopopov lui valut la haine de ses anciens amis de la Douma. Il était harcelé, on colportait des ragots sur son compte, on parlait de lui avec un plus grand mépris que des autres ministres, mais non point pour son caractère personnel, — Protopopov n'était pas plus mauvais qu'une autre créature de la clique tsariste —, mais pour avoir accepté d'être ministre au moment du conflit de la Douma avec Nicolas II, et surtout pour sa façon de voir dans la question de la paix.

Tout en travaillant à se délier les mains au dehors, l'autocratie réalisait aussi rapidement son plan à l'intérieur du pays. Le 9 décembre, furent interdits les congrès de l'Union des villes et des zemstvos. On interdisait des réunions absolument inoffensives au point de vue politique : le 11 décembre, celles de la Société des collaborateurs de la presse périodique, et puis celles de la Société des pédiatres.

Les organisations bourgeoises bombardaient la Douma de protestations, mais le 17 décembre l'autocratie suspendait les travaux de la Douma jusqu'au 12 janvier. On espérait, durant ce temps, achever les préparatifs des nouvelles élections à la Douma. Les détails du plan avaient été arrêtés par l'ancien ministre de l'Intérieur, A. N. Khvostov, dès octobre 1915. Khvostov avait été d'abord gouverneur à Vologda et à Nijni-Novgorod, où il avait réussi à faire élire les éléments de droite à la Douma. C'est à ce « spécialiste » en matière d'élections que l'on confia le soin de préparer le projet. On mit à la disposition du ministre 8 millions de roubles, destinés à acheter la presse, à lancer des publications, à louer des imprimeries, à ouvrir des kiosques et des cinémas. Khvostov avait réussi à toucher près d'un million et demi de roubles, somme pour laquelle, après la révolution, il ne put produire la moindre pièce justificative. La plus grande partie était restée aux mains du ministre. Khvostov avait dressé un tableau du résultat probable des élections dans chaque province. Au sujet de la composition de la future Douma, le mémoire disait :

Les octobristes de droite sont admissibles, et les groupes plus conservateurs souhaitables.¹⁰⁷

On n'admettait à la nouvelle Douma que les députés du type Rodzianko, mais l'on considérait comme souhaitables Markov II et les autres membres du même genre de l'Union du peuple russe. On espérait obtenir ces résultats en s'appuyant sur les gros propriétaires fonciers de la noblesse et sur le clergé. Ainsi l'on écrivait au sujet de la province de Tver :

Aux gauches et aux octobristes il faudra opposer des droitiers nettement caractérisés et alliés au clergé.¹⁰⁸

À propos de la province de Tambov :

Ce n'est qu'avec l'aide du clergé que l'on peut mettre les groupes de gauche hors d'état de nuire. Le clergé est peu sûr, mais il peut être pris en main par l'archevêque, qui doit lui assigner pour tâche de ne pas laisser passer les gauches.¹⁰⁹

Lorsque se posa la question de la mise en pratique du projet, on se souvint de N. A. Maklakov, de celui-là même qui imitait si bien la « panthère en mal d'amour ». Nicolas II le chargea, avec Protopopov qui, en décembre, avait été confirmé dans ses fonctions de ministre de l'Intérieur, de rédiger le manifeste sur la dissolution de la Douma. Heureux d'être rappelé pour un travail plus « utile » que l'imitation de la panthère, Maklakov écrivit une lettre au tsar pour lui exprimer sa gratitude. Cette lettre permet de deviner le vaste plan que formait l'autocratie. Maklakov écrivait :

Cela doit être l'affaire de tout le Conseil des ministres, et l'on ne peut laisser le ministre de l'Intérieur affronter seul toute cette partie de la Russie, qui est désarmée. Le pouvoir plus que jamais doit être concentré, convaincu, cimenté par un but unique : rétablir l'ordre dans l'État à quelque prix que ce soit, et être sûr de la victoire sur l'ennemi intérieur qui, depuis longtemps, devient plus dangereux, plus acharné et plus arrogant que l'ennemi du dehors.¹¹⁰

¹⁰⁷ V. P. Sévénikov, *ouv. cité*, p. 228.

¹⁰⁸ *Idem*, p. 238.

¹⁰⁹ *Idem*, p. 239.

¹¹⁰ *Idem*, p. 98.

Cette idée que l'ennemi du dedans était plus dangereux que celui du dehors, que ses propres sujets étaient plus nuisibles que l'ennemi, guidait toute l'activité de la clique impériale.

Le complot de l'autocratie était prêt.

Il importe de marquer que Maklakov avait écrit sa lettre le 9 février ; or, dès le 13 février, le ministre des Affaires étrangères autrichien, le comte Czernin, recevait des propositions de paix de la Russie.

Le 26 février [nouveau style], écrit-il, se présente un monsieur qui me fournit la preuve qu'il était le représentant qualifié d'une puissance neutre. Il m'informa qu'il était chargé de me faire savoir que les puissances en guerre avec nous, ou tout au moins l'une d'elles, étaient prêtes à conclure avec nous la paix et que les conditions de celle-ci nous seraient favorables... Je ne doutai pas un instant qu'il s'agît de la Russie, et mon interlocuteur confirma ma supposition.¹¹¹

L'autocratie s'en tenait fermement à l'orientation prise.

Les tout premiers et vagues renseignements, sur la nouvelle orientation de la politique extérieure de la cour tsariste, firent se cabrer la bourgeoisie. Les Alliés impérialistes la soutenaient entièrement. La conclusion, par la Russie, d'une paix séparée mettait en question la possibilité de la victoire sur l'Allemagne. L'armée russe attirait vers elle d'immenses forces de l'adversaire, et son retrait du jeu menaçait de brouiller toutes les cartes des impérialistes alliés.

Soutenue par les Alliés, la bourgeoisie décida de rajeunir par une révolution de palais l'autocratie valétudinaire, de remplacer le tsar incapable par une créature à elle. Tout le plan visait à renforcer la lutte contre la révolution montante, sans cesser la guerre. Deux cercles secrets s'étaient formés dans la capitale. Le premier groupait surtout des militaires, des officiers de la garde. Un rôle éminent y était joué par le général Krymov, qui se rendit célèbre après la révolution de Février, comme complice du coup de force du général Kornilov.

Le futur ministre du premier gouvernement, après la révolution de février 1917, Térechtchenko, parlant du général Krymov, raconte dans ses souvenirs :

Lui et ses amis se rendaient compte que s'ils ne se chargeaient pas de la direction du coup d'État, ce seraient les masses populaires qui le feraient ; ils comprenaient parfaitement quelles conséquences et quelle anarchie néfaste cela pouvait entraîner.

¹¹¹ O. Czernin, *Im Weltkrieg* (Dans la guerre mondiale), p. 192, Berlin, 1919.

Cependant, des gens plus circonspects affirmaient que l'heure n'était pas encore venue. Janvier s'écoula, puis la première quinzaine de février. Enfin, les sages paroles des hommes politiques avertis cessèrent de nous convaincre, et, dans la langue convenue entre nous, le général Krymov fut rappelé de Roumanie à Pétrograd aux premiers jours de mars. Mais il était trop tard.¹¹²

Dans ses souvenirs, Rodzianko raconte que les pourparlers eurent lieu chez Goutchkov. Les grands manitous de la finance et de l'industrie savaient que le complot avait l'approbation des généraux Alexéev, Rouszki, Broussilov. Simultanément, et dans le même sens, se poursuivait l'action auprès des officiers des régiments de la garde de Pétrograd. Pourichkévitich, de même, était lié aux officiers. Le deuxième cercle était formé de membres de la Douma. Après la révolution de février 1917, Milioukov avouait :

Une grande partie des membres du premier Gouvernement provisoire participaient aux assemblées de ce deuxième cercle, et certains... connaissaient l'existence du premier.¹¹³

Les conspirateurs se proposaient de détrôner Nicolas II, d'envoyer la tsarine dans un couvent, de sacrer empereur le jeune Alexis, et, jusqu'à sa majorité, de confier la régence au frère du tsar, le grand-duc Michel Alexandrovitch. Comme début de cette révolution de palais, on allait assassiner Raspoutine. Dans la nuit du 17 au 18 décembre, Raspoutine fut invité chez le prince Félix Ioussoupov, où Pourichkévitich, aidé du maître du logis et du grand-duc Dmitri Pavlovitch, abattirent le « saint homme » de six coups de revolver.

Les conspirateurs haut placés, issus du milieu qui avait engendré et formé le raspoutinisme, nourrissaient l'espoir secret que la cour, après cet assassinat, reviendrait à de meilleurs sentiments. Les membres de la famille impériale firent appel à Nicolas, lui remontrant qu'il courait à sa perte et qu'il y menait tous les siens. Le tsar, abandonnant le grand quartier général, accourut dans la capitale. Là, il fut décidé que l'on poursuivrait l'exécution du plan. Une seule modification avait été introduite, sur la proposition de Protopopov : ne pas dissoudre la Douma pour l'instant. Le 6 janvier, paraissait l'oukase de Nicolas II sur l'ajournement des travaux de la Douma d'État et du Conseil d'État, au 14 février. On redoutait moins l'effervescence

¹¹² « La liquidation d'un complot. M. I. Térechtchenko sur le général Krymov », *Rouskié Védomosti*, n° 202, 3 septembre 1917.

¹¹³ P. N. Milioukov, *Histoire de la deuxième révolution russe*, t. I, p. 36, Sofia, 1921.

des hautes sphères bourgeoises que l'éclosion rapide de la révolution venant d'en bas : la dissolution de la Douma, de l'avis de Protopopov, aurait pu devenir un prétexte légal à une action des masses.

Ce nouvel ajournement, les députés le considérèrent, ainsi que le disait l'organe central du Parti cadet *Retch*, comme l'aboutissement de la croisade gouvernementale contre la Douma. Les conspirateurs bourgeois, un moment calmés, accélérèrent de leur côté les préparatifs du complot. D'un entretien particulier avec le président du Conseil, Rodzianko apprit que Nicolas II avait déjà signé trois oukases, sans indiquer la date de leur promulgation : le premier, relatif à la dissolution de la Douma ; le deuxième, sur l'ajournement de ses délibérations jusqu'à la fin de la guerre, et le troisième sur la suspension des travaux *sine die*. Le président de la Douma manda par dépêche, à Pétrograd, le maréchal de la noblesse de la province de Moscou, Basilevski, le président du congrès de la noblesse unifiée, A. D. Samarine, le maréchal de la noblesse de la province de Pétrograd, Somov. De Moscou l'on fit venir le prince G. E. Lvov, de l'Union des zemstvos, que l'on envisageait plus souvent que les autres comme candidat éventuel au poste de premier ministre du nouveau gouvernement ; M. V. Tchelnokov, de l'Union des villes, et A. I. Konovalov, du congrès des industriels et fabricants. On décida que Samarine, au nom de la noblesse, demanderait une audience au tsar et essaierait de lui ouvrir les yeux sur la situation. On se proposait de convoquer au 19 janvier le congrès de la noblesse unifiée. En même temps, le cercle secret décidait pour février 1917, ainsi que le déclara Goutchkov au cours de son interrogatoire devant la commission, après la révolution de Février,

d'arrêter le train impérial entre le grand quartier général et Tsarskoïé-Sélo ; d'arracher l'abdication et, en même temps, à l'aide des troupes sur lesquelles on pouvait compter ici, à Pétrograd, de faire arrêter le gouvernement en exercice et, après seulement, rendre public le coup d'État et les noms des personnes qui auraient été placées à la tête du gouvernement. De cette façon... on aurait affaire non pas à toute l'armée, mais à une très petite partie de celle-ci.¹¹⁴

Les diplomates alliés et les chefs de la bourgeoisie russe estimaient que seul un coup d'État pouvait prévenir la révolution et « sauver » la Russie. L'ambassadeur anglais George Buchanan, dans ses Mémoires, avoue que les conspirateurs discutaient, à l'ambassade, du coup d'État.

¹¹⁴ *La chute du régime tsariste*, t. VI, p. 278.

On parlait franchement d'une révolution de palais, écrit-il dans ses Mémoires ; et, à un dîner à l'ambassade, un Russe de mes amis, qui avait occupé une haute position dans le gouvernement, déclara que la seule question à se poser était celle-ci : tuerait-on l'empereur et l'impératrice, ou bien l'impératrice seulement ? ¹¹⁵

Voilà ce qu'il en était du complot de la haute noblesse et de la bourgeoisie.

Cet aveu de Buchanan suffit pour considérer comme démontré, non pas simplement qu'il était au courant du complot, mais aussi qu'il y participait. Il est certain que l'ambassadeur d'une puissance alliée, informé de l'assassinat éventuel de l'empereur auprès duquel il représentait son roi, et couvrant les conspirateurs, était complice de la conjuration. Buchanan déclare ouvertement :

Un de mes amis russes, qui fut, par la suite, membre du Gouvernement provisoire, me fit savoir qu'une révolution éclaterait avant Pâques. ¹¹⁶

Les deux complots, destinés à prévenir la révolution, étaient parvenus à maturité ; leurs participants se hâtaient de réaliser leurs plans sans l'aide des masses et avant que le peuple eût vu clair dans toute cette politique. Mais la révolution devança et le coup de l'autocratie et la révolution de palais : alors que la bourgeoisie et l'autocratie étaient aux prises, les ouvriers et les paysans qui exécrèrent et la bourgeoisie et le tsarisme, descendirent dans la rue et marchèrent contre eux.

Après la vague gréviste d'octobre 1916, une accalmie s'était produite dans le mouvement ouvrier, mais ni en novembre, ni en décembre, il n'y eut moins de 40 000 grévistes. En 1917, le mouvement marqua un essor rapide. L'hiver rigoureux apportait aux ouvriers et aux travailleurs de nouvelles privations. Les transports de blé pour Pétrograd et pour Moscou avaient presque complètement cessé. Les prix des objets de grande consommation avaient brusquement monté. Des protestations toujours plus fréquentes éclataient parmi les foules qui stationnaient aux portes des magasins. À plusieurs reprises, des boulangeries avaient été saccagées. Et c'étaient les femmes qui se montraient les plus actives. L'Okhrana constatait dans ses rapports de janvier, adressés au ministre :

¹¹⁵ George Buchanan, *ouv. cité*, t. II, p. 41.

¹¹⁶ *Idem*, p. 187.

Les mères de famille, épuisées par les stationnements interminables aux portes des magasins, accablées par la vue de leurs enfants affamés et malades, sont peut-être beaucoup plus près maintenant de la révolution que messieurs Milioukov, Roditchev et consorts. Certes, elles sont beaucoup plus dangereuses, car elles représentent cette réserve de matière inflammable, qui n'a besoin que d'une étincelle pour faire jaillir l'incendie.¹¹⁷

Les grèves débutèrent cette fois le 9 janvier au jour anniversaire du massacre de la manifestation ouvrière de 1905. La veille, le Comité bolchévik de Saint-Petersbourg appela les ouvriers à manifester contre la guerre. Le Bureau du Comité central bolchévik avait donné la même directive à Moscou. Le 9 janvier, les ouvriers de nombreuses fabriques et usines organisèrent des meetings. Ils descendirent dans la rue, drapeaux rouges en tête. À Pétrograd, dans les quartiers de Vyborg et de Narva, presque toutes les entreprises chômaient. Des manifestations ouvrières eurent aussi lieu à Moscou, à Bakou, à Nijni-Novgorod. Un tiers des ouvriers de Moscou étaient en grève. Le comité bolchévik de cette ville avait organisé une manifestation de 2 000 personnes sur le boulevard Tverskoï, mais elle fut dispersée par la police à cheval. Vers trois heures, un groupe d'ouvriers débouchait sur la place du Théâtre avec des drapeaux rouges portant le mot d'ordre : « À bas la guerre ! » La manifestation, qui bientôt groupa mille personnes, marcha vers la rue Okhotni Riad. La police montée accourut au galop et, sabre au clair, chargea la foule. Partout, la police réprimait atrocement les manifestations de grévistes. On opéra des arrestations. Beaucoup d'ouvriers furent dirigés sur les bureaux de recrutement. Mais, à quelques jours de là, les grèves éclataient à nouveau. Au cours du mois de janvier, il y eut dans tout le pays plus de 200 000 grévistes ; depuis le début de la guerre on n'avait pas vu de grèves de cette ampleur. La situation était extrêmement tendue dans les deux capitales¹¹⁸. Les bruits les plus divers couraient dans les villes. Les habitants faisaient des provisions de produits alimentaires en prévision d'un arrêt des transports.

L'idée de la grève générale, rapportait la police, rallie tous les jours de nouveaux partisans et devient populaire comme elle l'était en 1905.¹¹⁹

¹¹⁷ *Archives de la révolution et de la politique extérieure*. Dossier n° 525 de l'Okhrana de Pétrograd, 1917, f. 36.

¹¹⁸ Il s'agit de Moscou et de Saint-Petersbourg. [N. Ed.]

¹¹⁹ *Archives de la révolution et de la politique extérieure*. Dossier n° 525 de l'Okhrana de Pétrograd, 1917, f. 28.

Au mouvement des villes se joignirent les pauvres des campagnes. Les mobilisations incessantes et les perpétuelles réquisitions de bétail avaient achevé de ruiner une grande partie des paysans travailleurs. La crise industrielle privait la campagne d'allumettes, de pétrole, de sel. Le pain avait à peine suffi pour la première moitié de l'hiver. La haine avait redoublé de vigueur contre le propriétaire foncier et le koulak. De diverses régions les nouvelles arrivaient, annonçant un violent mouvement contre la guerre.

Le gouvernement n'en finira pas de pendre tout le monde, mais les Allemands sauront nous massacrer tous, ou nous estropier ¹²⁰,

disait-on dans les campagnes ; et l'on engageait les recrues à ne pas rejoindre leurs régiments. De plus en plus souvent, la police, dans ses rapports, comparait l'état d'esprit du village à celui de 1905-1906.

Le gouvernement tsariste avait refusé net toutes concessions, non seulement à la bourgeoisie libérale, mais aussi à la clique du palais, prête à faire du libéralisme au moment du danger. Le tsarisme mobilisait toutes ses forces. La police fut armée de mitrailleuses, que l'on avait prises aux régiments de la garnison ; les agents de l'Okhrana furent alertés pour éliminer « tous les suspects ». On coffra les gens souvent sans distinguer les amis des ennemis. Dans la nuit du 26 au 27 janvier, on arrêta les membres du groupe ouvrier du Comité central des industries de guerre ¹²¹, les menchéviks Gvozdev, Broïdo et autres, en tout onze personnes. On les accusait de préparer pour le 14 février une manifestation ouvrière

et de s'assigner comme but la transformation de la Russie en République social-démocrate. ¹²²

Le 5 février, un arrêté fut publié, qui détachait du front nord la région militaire de Pétrograd, pour en faire une unité distincte. Le commandant de la région, le lieutenant-général S.S. Khabalov, fut investi de pouvoirs étendus. Le gouvernement avait pris le parti d'engager une lutte sans merci contre la révolution.

¹²⁰ *Archives de la révolution et de la politique extérieure*. Dossier du département de la police. Rôle spécial n° 167, vol. 13, f. 29.

¹²¹ Les dits comités comptaient parmi leurs membres un certain nombre de représentants ouvriers de tendance menchévik. Les ouvriers qui suivaient les bolchéviks boycottaient ces comités.

¹²² « Arrestation du groupe ouvrier. » Supplément spécial au n° 24 des *Rouskié Védomosti*, janvier 1917.

Au premier signe de la tempête révolutionnaire, le désarroi fut complet parmi la bourgeoisie libérale. On n'entendait plus parler de révolution de palais. Les « révolutionnaires malgré eux » étaient prêts à accepter une révolution « en chambre », sans la participation des masses, et voilà que soudain les masses populaires se montraient dans la rue. Les bavards de la Douma ne voulurent plus rien entendre d'une pression sérieuse sur l'autocratie. Les conspirateurs de la veille avaient même livré leurs proches alliés. Le lendemain de l'arrestation du groupe ouvrier, le Bureau du Comité central des industries de guerre tint une séance, où A. I. Goutchkov et A. I. Konovalov furent mandatés pour solliciter du gouvernement un adoucissement du sort des détenus. On délivra aux menchéviks un excellent certificat :

Il existe toute une série de faits, prouvant que c'est grâce à l'action du groupe ouvrier, dans nombre d'usines de divers quartiers, que des conflits aigus ont été prévenus entre ouvriers et administration.¹²³

Mais on ne fit aucune démarche décisive. Au contraire, à la séance suivante du Bureau du Comité qui se tint le 29 janvier, et à laquelle assistaient aussi les chefs de l'opposition, membres de la Douma, le professeur Milioukov se désolidarisa cyniquement de l'activité du groupe ouvrier et s'éleva contre le « déchaînement de l'élément populaire ». Il suppliait les ouvriers de ne pas descendre dans la rue, de ne pas se laisser prendre à la « provocation ». Il appelait à s'abstenir même de la manifestation que les menchéviks voulaient organiser le 14 février, à la rentrée de la Douma d'État. En dissuadant les ouvriers d'agir, la bourgeoisie conjurait le tsar d'aller au-devant de la Douma d'État : par de petites concessions, on voulait prévenir des revendications plus radicales du peuple.

Les partis petits-bourgeois couvraient les manœuvres de la bourgeoisie affolée. D'après les menchéviks, seule la bourgeoisie pouvait prendre la tête de la révolution bourgeoise. Pour cela il fallait la pousser légèrement par les épaules. Les menchéviks appelèrent les ouvriers à descendre dans la rue le 14 février pour prendre la défense de la Douma. On recommandait aux manifestants de se réunir devant le Palais de Tauride, où la Douma siégeait. À la même séance du 29 janvier, à laquelle assistait Milioukov, Tchkhéïdzé avait également pris la parole. Le leader des menchéviks reprochait au leader de la bourgeoisie de se traîner à la remorque des événements.

¹²³ « Dans les organisations publiques. » *Outro Rossii*, n° 28, 28 janvier 1917.

C'est un coup porté à la classe ouvrière, mais rappelez-vous qu'à la perte des ouvriers succédera la vôtre¹²⁴,

disait Tchkhéïdzé pour effrayer la bourgeoisie et la pousser à une lutte plus résolue contre le tsar. Le centre légal menchévik — le groupe ouvrier et la fraction menchévik de la Douma d'État — faisait office d'éteignoir de l'incendie révolutionnaire. Lorsqu'il fut avéré que la grève se changeait en insurrection armée, les menchéviks appelèrent les ouvriers, non seulement à renoncer à l'usage des armes, mais à s'abstenir de manifester.

De même, les groupes socialistes-révolutionnaires jouaient le rôle de traîtres à la révolution, Kérenski cherchait à persuader la bourgeoisie de montrer plus de hardiesse. Après l'ouverture de la Douma, il disait :

Si vous êtes avec le pays, si vous comprenez que le vieux pouvoir et ses serviteurs ne peuvent tirer la Russie de la crise actuelle, vous devez vous proclamer nettement, non seulement en paroles, mais en fait, partisans de l'affranchissement immédiat de l'État, et passer aussitôt de la parole à l'action.¹²⁵

Kérenski, comme Tchkhéïdzé, croyait que la bourgeoisie était réellement capable de combattre l'autocratie. À la suite des menchéviks, les socialistes-révolutionnaires imploraient la bourgeoisie de prendre en main la direction du mouvement et de prévenir ainsi la tempête révolutionnaire.

La révolution de Février trouva le Parti bolchévik affaibli : nombre d'organisations avaient été détruites ; les militants les plus en vue étaient déportés, au bagne, dans l'émigration. Lénine languissait en Suisse. Staline était déporté bien loin en Sibérie, à Touroukhansk, territoire de l'énisséï. C'est là qu'était également déporté Sverdlov.

Mais l'autocratie n'avait pu briser le Parti bolchévik, rompre sa liaison avec les masses. Fidèles à la thèse fondamentale du marxisme — toujours avec les masses, toujours à la tête des masses — les bolchéviks du front et de l'arrière, dans les capitales et en province, marchaient avec abnégation, à la tête du prolétariat en lutte. À la place des camarades jetés en prison, envoyés au bagne, d'autres se levaient, de nouveaux contingents affluaient. Les bolchéviks avaient même réussi à maintenir leur centre dirigeant en Russie, le Bureau du Comité central, dont V. M. Molotov était un des dirigeants. La lutte héroïque du Parti bolchévik donna des résultats

¹²⁴ *Archives centrales de la Révolution d'Octobre*, « La bourgeoisie à la veille de la révolution de Février », Moscou, *Gossizdat*, 1927, p. 183.

¹²⁵ « Discours de A. F. Kérenski. » *Retch* (le Discours), n° 47, 19 février 1917.

favorables en dépit d'une terreur inouïe. Les ouvriers d'avant-garde, formés dans les idées du bolchévisme, apportaient leur esprit révolutionnaire passionné à la lutte politique de tous les jours. L'idéologie des bolchéviks était vivante dans la classe ouvrière ; elle poussait les masses à la lutte intransigeante contre leurs ennemis de classe. Seuls, les bolchéviks appelaient les masses à renverser le tsarisme par la lutte armée.

À l'encontre des menchéviks qui conviaient les ouvriers à manifester pour la défense de la Douma le jour de son ouverture, les bolchéviks préparaient une manifestation pour le 10 février, anniversaire du procès de la fraction bolchévik de la Douma. Dès le 6 février, le comité de Saint-Pétersbourg du Parti avait diffusé des tracts appelant les ouvriers à manifester. Le 10 février une partie des usines chômèrent, d'autres ne travaillèrent que jusqu'au déjeuner. Des meetings se déroulèrent ; le Parti fit distribuer 10 000 tracts. Les bolchéviks avaient décidé de prendre part à la grève du 14 février et de la mener sous leurs propres mots d'ordre. Ce jour-là, 60 entreprises, avec quelques dizaines de milliers d'ouvriers, faisaient grève à Pétrograd. Ceux de Poutilov descendirent avec des drapeaux rouges sur lesquels était inscrit : « À bas l'autocratie ! À bas la guerre ! » Les ouvriers du quartier de Vyborg défilaient sur la perspective Litéïni, en chantant des hymnes révolutionnaires. On refoula la police qui avait voulu barrer la route au cortège. Des meetings eurent lieu dans les usines.

Le mot d'ordre « pour la défense de la Douma » n'était visible nulle part. La grève et la manifestation se déroulèrent sous la direction des bolchéviks.